Cofinancé par l'Union européenne

coopération allemande DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité

Mis en œuvre par : giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH — EXPERTISE FRANCE GROUPE AFD

Revue des stratégies contribuant à l'abandon des mutilations génitales féminines

Auteurs : Richard F, Senegas Amoros Y, Sidibé A.

Date de publication : 3 août 2021

Edité par : Health Focus

HEALTH FOCUS

GAMS BELGIQUE - BELGIË

Acronymes

AGR	Activités Génératrices de Revenus
AIDOS	Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo
APGWA	Association pour la promotion des progrès des filles et des femmes
ASFEGUI	Association des Sages-Femmes de Guinée
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CNLPE	Comité National de Lutte contre la Pratique de l'excision
CoP	Community of Practice
DAG	Donor Assistance Group
Equipop	Équilibres & Populations
FMG	Fraternité Médicale Guinée
GFM3	Génération Femmes du 3ème millénaire
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (*German Corporation for International Cooperation*)
GMP	Grandmother Project
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
HPFE	ONG Humanitaire pour la protection de la femme et de l'enfant
IEC	Information, Éducation et Communication
KEWOPA	Association des femmes parlementaires du Kenya
MGF	Mutilations Génitales Féminines
NCCM	National Council for Childhood and Motherhood
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUCI	Opération de Nation Unis en Côte d'Ivoire
OPROGEM	Office de Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs
RIL	Réponses aux Initiatives Locales
RWANREC	Rwanda Men's Resource Center
SJS	Si Jeunesse Savait
PNUD/UNDP	Programme des Nations Unies pour le développement
PRB	Population Reference Bureau
TAMWA	Association des femmes des médias
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UNGA	Assemblée générale des Nations Unies
VBSG	Violences Basées Sur le Genre

Sommaire

Introduction 4
Méthodologie 4
1. La mise en place d'une législation visant à criminaliser les MGF 5
2. La « *soft law* » : la ratification des conventions internationales et régionales 9
3. L'information sur les risques liés aux MGF par le personnel de santé 11
4. La reconversion des exciseuses 14
5. La sensibilisation par l'éducation des jeunes 17
6. Les rites alternatifs de passage 19
7. « *Positive deviance* » ou approche centrée sur les valeurs 21
8. Les *« safe houses »* ou refuges pour les filles à risque d'excision 24
9. Les initiatives intra-communautaires 26
10. Les déclarations publiques des leaders communautaires 28
11. L'usage citoyen des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les jeunes 30
12. Le dialogue intergénérationnel 33
13. L'usage des médias (campagnes médiatiques) 35
14. Building Bridges entre l'Europe et l'Afrique 37
15. L'approche Nexus : lier l'approche humanitaire et de développement 40
16. L'approche transformatrice de genre 41
Synthèse 45
Conclusion 49
Références 50

Introduction

Cette revue de littérature sur les stratégies d'abandon de la pratique des mutilations génitales féminines a été réalisée par le GAMS Belgique à la demande de Health Focus dans le cadre de la 'composante MGF' du PSRF2-PASA2 en Guinée.
Ce rapport passe en revue les différentes approches visant à réduire l'incidence des mutilations génitales féminines (MGF) actuellement utilisées dans les pays à forte prévalence en utilisant des exemples de pays d'Afrique sub-saharienne qui les ont mises en œuvre et en y ajoutant un focus spécifique sur la Guinée Conakry.

Méthodologie

Nous sommes repartis de plusieurs publications ayant fait une revue des différentes stratégies : Johansen et al (2013)[1], PRB (2013)[2], AIDOS (2015)[3] et avons cherché des publications plus récentes qui venaient compléter les premières revues faites en y ajoutant parfois de nouvelles stratégies.
Les publications ont été cherchées sur PubMed, sur les sites des organisations internationales (UNICEF, UNFPA, WHO), sur les sites des associations spécialisées (28 too many, le réseau européen End FGM, la communauté de pratiques MGF, ...). Les équipes de la GIZ et Health Focus ont pu également nous fournir de la littérature grise sur les stratégies en cours en Guinée Conakry.

Notre revue de littérature (voir références à la fin du document) nous a conduit à la mise en évidence de **16 stratégies** :

1. La mise en place d'une législation visant à criminaliser les MGF
2. La « *soft-law* » : la ratification des conventions internationales et régionales
3. L'information sur les risques liés aux MGF par le personnel de santé
4. La reconversion des exciseuses
5. La sensibilisation par l'éducation
6. Les rites alternatifs de passage
7. La déviance positive ou l'approche centrée sur les valeurs
8. Les « *safe-houses* » ou refuges pour les filles à risque d'excision
9. Les initiatives intra-communautaires
10. Les déclarations publiques de leaders communautaires
11. L'usage citoyen des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les jeunes
12. Le dialogue inter générationnel
13. Les campagnes médiatiques
14. Building Bridges entre l'Europe et l'Afrique
15. L'approche Nexus : un cadre d'actions commun pour les acteurs du développement et ceux de l'aide humanitaire
16. L'approche transformatrice de genre

Chaque stratégie sera développée dans les chapitres suivants en 5 parties :

- Description de la stratégie
- Exemple de pays ayant mis en place cette stratégie
- Points positifs
- Points négatifs
- Recommandations

[1] Johansen R., Diop N., Laverack G & Leye E. (2013), 'What Works and What Does Not'. A Discussion of Popular Approaches for the Abandonment of Female Genital Mutilation'. Obstetrics and Gynecology International. http://dx.doi.org/10.1155/2013/348248
[2] PRB. (2013). 'Ending Female Genital Mutilation/cutting: Lessons from a Decade of Progress'. Washington, DC: Population Reference Bureau. https://www.prb.org/wp-content/uploads/2014/02/progress-ending-fgm-1.pdf
[3] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

1. La mise en place d'une législation visant à criminaliser les MGF

1.1 Description

Il est question de la création de lois nationales qui permettent de criminaliser les MGF et donc de punir ceux qui ne respectent pas la loi. Les peines peuvent s'étendre d'une amende à une peine de prison pour toute personne qui a participé à cette pratique ou qui a aidé à l'organisation et à la protection de ceux qui la perpétue. Ces lois ont plusieurs objectifs. Tout d'abord, elles montrent à la population et aux Etats voisins que pratiquer les MGF est un acte illégal, puni par la loi car correspondant à une violation des droits de la femme et des enfants. Ensuite, cet arsenal législatif est censé faire peur à ceux qui voudraient faire exciser leur fille ou aux exciseuses elles-mêmes. La loi permet aussi de protéger juridiquement les familles qui ont décidé de ne pas continuer la pratique des MGF. La loi a donc un côté préventif pour certains et répressif pour d'autres.

1.2 Exemple de pays ayant mis en place cette stratégie

- **Soudan**[4] : Cette stratégie a été créée par l'administration coloniale britannique pour interdire l'infibulation en 1946. Le Soudan a donc été le premier pays à légiférer sur les MGF. En 2003, les autorités ont fait passer un décret visant à interdire au personnel de santé de pratiquer toutes formes de mutilations sexuelles féminines ainsi que la ré-infibulation. En avril 2020, le Soudan a modifié l'article 141 de son droit pénal pour ériger les MGF en infraction, et prévoir une peine pénale de trois ans d'emprisonnement ou d'amende pour toute personne qui "*a enlevé, mutilé les organes génitaux féminins en coupant, mutilant ou modifiant toute partie naturelle de ceux-ci, entraînant la perte totale ou partielle de leurs fonctions, que ce soit à l'intérieur d'un hôpital, d'un centre de santé, d'un dispensaire ou d'une clinique ou dans d'autres lieux*".[5]
- **Sénégal**[6] : La première législation à interdire les MGF a été l'article 299 bis introduit en janvier 1999 dans le Code pénal de 1965. C'est la principale loi au Sénégal qui incrimine et punit la pratique des MGF. En outre, la loi n° 2005-18 (du 5 août 2005) relative à la santé de la reproduction au Sénégal expose en son article 4 que les services pertinents devant être fournis par le gouvernement comprennent ceux qui se rapportent spécifiquement aux MGF, aux abus sexuels et aux pratiques néfastes à la santé de la reproduction.
- **Egypte** : Dans les années 90, le ministre de la Santé égyptien a publié un décret n'autorisant que les médecins dans des hôpitaux gouvernementaux à réaliser cet acte. En octobre, ce décret est amendé sous la pression des activistes féministes. Néanmoins, seuls les hôpitaux publics sont exclus à la réalisation d'une MGF. En 1996/1997, le ministre de la Santé a exclu la réalisation d'une MGF pour tous les hôpitaux, à l'exception des actes considérés comme nécessaires par le corps médical. Aujourd'hui encore, en Egypte, les MGF peuvent être perpétrées « en cas de nécessité médicale ». Cette situation a conduit à une médicalisation de la pratique. Plus de trois quarts des excisions chez les moins de 19 ans sont réalisées par du personnel médical en Egypte (DHS). Cependant, pour la première fois en 2013, une juridiction pénale a été saisie d'une affaire de MGF[7].

---

[4] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo, AIDOS. (2015) *Adressing FGM in development projects and programmes.* https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

[5] Global platform to end FGM/C (2020). Submission for UN Secretary General. Report on FGM 2020. https://www.endfgm.eu/content/documents/Global_Platform_-for_Action_to_End_FGM_Joint_UNSG_submission.pdf
This report has been complied by members of the Global Platform for Action to End FGM/C: Amref Health Africa, Coalition on Violence Against Women, End FGM Canada Network, End FGM European Network, Equality Now, Orchid Project, Sahiyo, The Girl Generation, The Inter-African Committee on Traditional Practices, The US End FGM/C Network, There Is No Limit Foundation and Tostan.

[6] Tomson Reuters foundation. Orchid project (2018). *Senegal : the law and FGM.* https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Senegal/senegal_law_report_v1_%28august_2018%29_french.pdf

[7] Fond des Nations Unis pour la population, UNFPA, Nafissatou J.Diop. (2014). *Mise en œuvre du cadre international et régional des droits de la personne en vue de l'élimination des mutilations génitales féminines.* https://unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Human_rights_and_FGM_final_FR.pdf

Tableau 1. Lois nationales sur les mutilations génitales féminines[8] :

Country	FGM law	Article	Date	Type of law
Burkina Faso	Law No. 043/96/ADP	Articles 380, 381, 382	13 Nov 1996	Penal Code
The Gambia	Women's (Amendment) Act	Sections 32A and 32B	27 Dec 2015	Women's Act
Guinea	1965 Penal Code	Article 265	1965	Penal Code
	1998 Penal Code	Article 305	31 Dec 1998	Penal Code
	2016 Penal Code	Articles 258-261	01 Nov 2016	Penal Code
	Law No. L/2000/010/AN	Article 6 and 13	10 Jul 2000	Reproductive Health Law
	Law No. L/2008/011/AN	Articles 405-410	19 Aug 2008	Children's Code
Guinea-Bissau	Law No. 14/2011	Articles 1-15	5 Jul 2011	Penal Law
Mauritania	Order No. 2005-015	Article 12	5 Dec 2005	Children's Code
Nigeria	Violence Against Persons (Prohibition) (VAPP) Act	Article 6	5 May 2015	Violence Against Persons Act
Senegal	Law No. 99-05	Article 299bis	29 Jan 1999	Penal Code

- **Le Kenya**[9] : Le code pénal du Kenya considère illégales les « lésions corporelles graves » infligées délibérément à une personne. La loi sur l'enfance de 2001 (Children's Act) interdit les MGF et toute autre pratique néfaste « aux conséquences négatives » sur les enfants de moins de 18 ans. Cependant, cela ne constituait pas un cadre juridique complet pour protéger les femmes et les filles. De ce fait, en 2011, le gouvernement a adopté la Loi sur l'interdiction des mutilations génitales féminines « Prohibition of FGM Act 2011 », rédigée par l'Association des femmes parlementaires du Kenya (KEWOPA). La loi est sévère car elle prescrit une peine d'emprisonnement de trois à sept ans ou une amende d'environ 6 000 $ pour toute personne pratiquant les MGF. Les médecins qui pratiqueront une MGF se verront retirer leur permis d'exercer. La loi a également créé le Conseil anti MGF auquel participe des membres des ministères importants.
- **Bénin** : La loi de 2003 portant répression des MGF au Bénin, incrimine la perpétuation des MGF, l'assistance, le non-signalement, mais exclue de cette pratique les MGF pratiquées sous prescription médicale.
- **Burkina Faso :** L'article 259 dispose que quiconque, par des méthodes traditionnelles ou modernes, pratique ou favorise les MGF ou y participe, se rend coupable de violences volontaires sur la personne de l'excisée et l'on peut encourir à une peine de prison ou une amende. Le Burkina Faso a modifié son code pénal en 2018 afin de renforcer les sanctions contre les auteurs de MGF. Les changements introduits ont été : (i) L'introduction d'une amende de 500 à 100 millions de francs CFA pour les cas de non déclaration d'un cas de MGF ; (ii) L'augmentation de la peine des exciseuses (auparavant minimum 6 mois et maximum 3 ans) à un nouveau minimum de 1 an et maximum de 10 ans ; (iii) L'augmentation de l'amende des exciseuses d'un minimum de 150 000 et maximum de 900 000 francs CFA à un nouveau minimum de 1 million et maximum de 5 millions de francs CFA ; (v) Combinaison d'une peine de prison et d'une amende comme peine pour les exciseuses dans les lois révisées de 2018 (contrairement à la loi précédente où la peine pour la même infraction était soit une peine de prison soit le paiement d'une amende).
- **Cameroun** : La loi no. 2016/007 du 12 Juillet 2016, communément appelée le «Code pénal» de la République du Cameroun, a été amendée pour inclure une référence aux mutilations génitales. La Section 277 dispose que, "*Est puni d'un emprisonnement de dix à vingt ans celui qui cause*

[8] Fond des Nations Unis pour la population, UNFPA (2018), *Analysis of Legal Frameworks on Female Genital Mutilation in Selected Countries in West Africa.* https://wcaro.unfpa.org/en/publications/analysis-legal-frameworks-female-genital-mutilation-selected-countries-west-africa-1

[9] Fond des Nations Unis pour la population, UNFPA (2012), *Législation condamnant les mutilations génitales féminines / l'excision au Kenya, en Ouganda et en Guinée-Bissau.* https://unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Legislation%20and%20FGMC_FR.pdf

à autrui la privation permanente de l'usage de tout ou partie d'un membre, d'un organe ou d'un sens ». Mais rien ne prouve que cette loi soit appliquée et permette de poursuivre des personnes en justice.

- **La République centre africaine** : La loi principale contre les MGF est la loi n°06.032 du 27 décembre 2006 portant protection de la femme contre les violences en République centrafricaine. La loi n°10.001 du 6 janvier 2010 portant Code pénal de la République centrafricaine (Code pénal) incrimine également la pratique des MGF, l'assistance, le non-signalement mais la médicalisation de la pratique.
- **Tchad** : La loi n° 006/PR/2002 du 15 avril 2002 portant promotion de la santé de reproduction est le principal texte législatif relatif aux MGF au Tchad. Mais la loi exige qu'un décret d'application soit édicté avant d'entrer en vigueur et d'être exécutoire mais aucune échéance n'a encore été fixée pour l'application de cette loi.
- **Djibouti** : Les MGF étaient initialement pénalisées grâce au Code pénal mais il n'en donnait pas une définition ni ne punissait l'assistance ou le non signalement. En 2009 des amendements à la loi ont permis de palier à ces manques. Cependant, comme souvent, la loi définit les MGF comme une « opération non thérapeutique » sans expliquer ce que cela signifie laissant alors libre la pratique pour des raisons médicales.

Encadré 1 : Historique de la loi criminalisation les MGF en Guinée

Ce n'est qu'en 1958 que les MGF ont été légalement interdites à travers un article consacré « Article 6 de la constitution d'alors » [10]. L'acte de concrétisation de cet article n'a été effectif qu'avec la loi de 2000 (L/2000/010/AN) donnant suite en novembre 2010 à la mise en route des textes d'application y afférentes. Mise à part cet article au sein de la Constitution, le Gouvernement guinéen s'est doté d'une législation interdisant les MGF en 1965. Cette législation a été suivie de plusieurs décrets et arrêtés ministériels dans les années 1990 et 2000, qui ont été révoqués depuis. La principale législation régissant actuellement les MGF en Guinée est la loi votée en 2016 (L/2016/059/AN) dans laquelle les articles 258 à 261 interdisent les MGF, qu'elles soient réalisées à l'aide de méthodes traditionnelles ou modernes. L'article 258 précise ensuite que toutes les formes de MGF sont interdites en Guinée en particulier. L'article 259 dispose que quiconque, par des méthodes traditionnelles ou modernes, pratique ou favorise les MGF ou y participe, se rend coupable de violences volontaires sur la personne de l'excisée. En outre, le Code de l'enfant guinéen de 2008 (L/2008/011/AN) incrimine la violence à l'égard des enfants et traite expressément des MGF dans les articles 405 à 410.

Le ministère de la Justice a organisé une dizaine d'ateliers et de séminaires de formation à l'intention des magistrats sur les questions de l'excision. En 2011, l'Office de Protection du Genre, de l'Enfance et des Mœurs (OPROGEM) a été restructuré et une antenne de cette institution a été installée dans chacune des huit régions administratives du pays. Le 17 juillet 2014, le tribunal de première instance de Mafanco, dans la commune de Matam, à Conakry, a condamné une exciseuse de 80 ans à une peine d'emprisonnement de deux ans avec sursis et au paiement d'une amende de 1.000.000 GN.

Cependant concernant l'application de la loi[11], les poursuites des cas des MGF sont rares en Guinée. On n'a fait état que de onze affaires portées en justice en 2016, débouchant sur seulement deux condamnations enregistrées.

[10] Tomson Reuters fondation. Orchid project (2018). Guineé *: La loi et les MGF.* https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Guinea/guinea_law_report_v1_french_(septembre_2018).pdf
[11] Programme conjoint FNUAP-UNICEF pour l'élimination des MGF (UNJP)

1.3 Points positifs

Le fait de légiférer sur la pratique permet de légitimer les modes d'actions institutionnels[12]. Ainsi, la loi est une preuve que l'Etat assume sa responsabilité de protéger les plus vulnérables et de fournir un cadre favorable aux droits humains. Sans une bonne gouvernance institutionnelle, il sera difficile de mettre un terme à la pratique des MGF. La loi permet d'accélérer la prise de conscience en contraignant la population à respecter la législation nationale. Sous la pression de la loi, beaucoup se verront contraints d'abandonner les MGF.

De plus, si la loi punit et réprime, elle est aussi protectrice et préventive. Cette stratégie offre une protection légale aux femmes et filles qui veulent vivre dans un environnement sécurisé. Ainsi, la loi crée un environnement favorable pour soutenir les initiatives locales, soutenir les associations qui luttent contre les MGF et prennent des risques sur le terrain. La loi rappelle à la communauté et particulièrement aux filles et aux femmes que leur corps leur appartient et qu'elles ont le droit à l'intégrité et la justice.

La loi est donc une étape nécessaire mais pas suffisante dans la lutte contre les MGF.

1.4 Points négatifs

Dans l'exemple du Soudan[13], les anglais étaient considérés comme occupants, ils n'avaient pas le soutien de la population. Même après la mise en place de cette loi, la prévalence de MGF a augmenté. Leur prise d'initiative a donné l'impression d'une ingérence afin d'inculquer au pays les normes sociales occidentales. De ce fait, ce qu'il est important d'avoir toujours à l'esprit est la nécessaire participation et compréhension de la population locale dans ce processus législatif. L'incompréhension ne mène pas au respect éclairé des lois en vigueur. Il faut donc au préalable savoir quel est le degré d'acceptation des MGF pour comprendre quelles seront les difficultés d'application de la loi.

Cependant, la loi peut également avoir des aspects plus négatifs. En effet, elle peut inciter à rendre cette pratique plus souterraine et donc plus difficile à identifier et à lutter contre. Elle peut aussi décourager l'entourage des filles qui auraient besoin de soin, à demander de l'aide aux hôpitaux ou à des associations de peur d'être punies. Suivant la même logique, il y a souvent un sous rapportage dans les enquêtes de prévalence, les personnes sondées ne vont pas avouer qu'elles ont accompli ou vont accomplir une pratique illégale. Au final, la communauté peut être considérée comme hors la loi si elle ne dénonce pas les MGF.

Voter une loi et la faire appliquer sont deux étapes différentes. Il y a souvent des problèmes pratiques comme le manque de policiers nationaux pour faire appliquer la loi dans les campagnes reculées. De plus, une loi ne peut pas, à elle seule, changer les mentalités, les normes sociales de communautés ancrées depuis des décennies dans leur environnement socio-culturel.

1.5 Recommandations

- Il est nécessaire d'intégrer la criminalisation des MGF dans un processus de lutte plus global et social à long terme qui permettra - plus que de sanctionner - de rendre justice aux femmes et filles (comme par exemple la révision du code de la famille).

[12] UNICEF. (2010) *Legislative reform to support the abandonment of femalegenital mutilation/ cutting.* https://www.un.org/ruleoflaw/files/Legislative%20Reform%20to%20Support%20the%20Abandonement%20of%20%20Female%20Genital%20Mutilation%20and%20Cutting.pdf)

[13] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo, AIDOS. (2015) *Adressing FGM in development projects and programmes.* https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

- Il faut permettre aux populations de réellement comprendre les lois et de participer à leur rédaction aux débats et donc de se les approprier[14]. Il s'agit ainsi de vulgariser les textes interdisant les MGF afin de globaliser leur compréhension car toutes les communautés n'ont pas le même sens du mot « droits individuels ». La loi doit être comprise comme l'expression d'une volonté populaire de changement social. C'est pourquoi, obtenir le soutien de leaders de communautés influents et très respectés, notamment les conseils des anciens, les chefs religieux et les médecins est un moyen d'impliquer la population en utilisant ses propres références.
- Les médias ont un rôle à jouer dans le domaine de la sensibilisation et dans l'implication des parlementaires dans des projets de loi contre les MGF de manière plus générale dans l'information du grand public sur l'évolution du cadre législatif. Cela passe par une formation des journalistes.

2. La « *soft law* » : la ratification des conventions internationales et régionales

2.1 Description

Un texte relève de la *« soft law »* quand il se contente de conseiller, sans poser d'obligation juridiquement sanctionnée. La *« soft law »* consiste donc en des textes de droit non contraignants et pouvant être librement interprétés par les Etats. C'est pourquoi, cela peut être l'un des moyens mis en place par les ONG internationales afin de responsabiliser les gouvernements sur leur rôle à faire respecter les droits des femmes et des filles dans leur pays au nom de l'intérêt général. En effet, cette stratégie est une approche par le droit qui place la pratique dans un programme d'action et de législation plus étendu que les MGF. Le but de cette approche est de responsabiliser les Etats en montrant que les MGF sont une violation des droits de l'Homme et pas simplement un problème culturel local. Le devoir de l'Etat trouve sa légitimation dans les dispositions des traités internationaux qu'il a signés. Ces traités lient la parole étatique à des actions nécessaires pour protéger les droits humains. On ne peut donc pas parler d'une approche de criminalisation par la loi mais plutôt d'une « loi douce », qui ne contraint pas toujours mais qui engage les Etats signataires.

2.2 Textes internationaux et régionaux signés et ratifiés

- **Déclaration de Beijing[15] en 1995** a mis en exergue la lutte pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les droits des femmes ont alors été appréhendés comme faisant partis des droits humains. Cette déclaration a notamment permis de s'intéresser plus précisément au concept de genre et aux questions qui en découlent. Le Programme d'action définit des mesures à prendre à l'échelon national et international pour la promotion de la femme à travers 12 domaines que sont la pauvreté, l'éducation et la formation, la santé, la violence, les conflits armés, l'économie, la prise de décisions, les mécanismes institutionnels, les droits fondamentaux de la femme, les médias, l'environnement, la petite fille.
- **La résolution UNGA 2012[16]** : Ce texte représente la première interdiction des MGF à l'échelle mondiale signée par tous les membres de l'ONU. Il conseille particulièrement de renforcer la sensibilisation et d'améliorer l'activité de plaidoyer afin d'éliminer toute forme de MGF mais aussi d'engager des garçons et des filles dans cette lutte. Bien que ce ne soit pas un instrument de loi, cette résolution est un grand pas politique et une référence dans son domaine.

---

[14] UNICEF. (Août 2010) *Legislative reform to support the abandonment of femalegenital mutilation/ cutting.* https://www.un.org/ruleoflaw/files/Legislative%20Reform%20to%20Support%20the%20Abandonement%20of%20%20Female%20Genital%20Mutilation%20and%20Cutting.pdf)

15 Fourth World Conference on Women. (1995). Déclaration de Beijing et programme d'action de Beijing https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20E.pdf

[16] United Nations. (2013). Resolution Adopted by the General Assembly. 67/146. Intensifying Global Efforts for the Elimination of Female Genital Mutilations.

- **Le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatifs aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo)**[17] a été signé en 2003 par une majorité de pays de l'Union africaine. Il désigne comme priorité de garantir les droits des femmes à participer au processus politique, à l'égalité sociale et surtout il inscrit en tant qu'objectif l'abandon des MGF.
- **La Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul)**[18] en 2011 a été signée par 37 pays présents au Conseil de l'Europe. A noter que c'est le premier instrument en Europe à établir des normes contraignantes visant spécifiquement les violences faites aux femmes (y compris les MGF). La convention d'Istanbul repose sur 4 piliers : la prévention, la protection, les poursuites pénales et des politiques intégrées et coordonnées. Elle exige aussi que les violences liées au genre soient prises en compte dans les demandes d'asile. Les avancées de chaque état membre qui a ratifié la convention sont évaluées par le GREVIO, l'organe spécialisé indépendant qui est chargé de veiller à la mise en œuvre de la convention.[19]

Encadré 2 : La ratification des conventions internationales par la Guinée

La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), a été ratifiée par la Guinée le 9 août 1982. Elle interdit et impose aux Etats parties l'obligation de prendre les mesures nécessaires à la lutte contre ces pratiques dont les MGF. La Guinée est également signataire de la Convention Internationale des Droits de l'enfant depuis le 13 juillet 1990 dans laquelle elle s'engage à lutter contre toute sorte de violence physique ou mentale sur les enfants. De plus, la Guinée est l'un des Etats signataires de la Déclaration de Beijing. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ratifiée par la Guinée le 16 février 1982, consacre la promotion de la santé mentale au sein de la société ce qui exclut les pratiques néfastes. En 2012, elle a également ratifié le protocole rattaché à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples aussi appelé le « protocole de Maputo ». Ce protocole lie les Etats parties à l'obligation de « modifier les schémas et modèles de comportement socioculturels de la femme et de l'homme en vue de parvenir à l'élimination de toutes les pratiques culturelles et traditionnelles néfastes ». Grâce à ces avancés politico-juridiques, l'organisation internationale Make Every Woman Count[20] a pu offrir à une vingtaine de femmes journalistes guinéennes les 2 et 3 octobre 2020 à Conakry des formations concernant les MGF afin d'améliorer leurs compétences sur les droits des femmes en matière de santé sexuelle. Cette formation a été mise en place avec l'aide du Sénégal et a permis aux journalistes de se rendre compte de l'importance de promouvoir la lutte contre les MGF en Guinée Conakry.

2.3 Points positifs

La *« soft law »* permet aux États de développer un plaidoyer et de créer une dynamique dans le sens de l'abandon des MGF tout en ne se sentant pas contrôlés et surveillés par des mesures répressives. En effet, l'Etat s'engage par sa propre volonté à améliorer la situation relative aux MGF dans son pays. Bien que ses réalisations soient évaluées par les organisations internationales telles que l'ONU, l'Etat s'est engagé de lui-même. Cet outil relève donc plutôt d'une diplomatie, d'un dialogue pour l'intérêt général. Les Etats comprennent de mieux en mieux la nature dangereuse, non éthique et problématique que sont les MGF en tant que violation des droits humains. Lorsqu'on parle d'Etat on parle bien évidemment de l'administration et du personnel qui la compose. Ainsi, l'Etat doit être le fer de lance de ces évolutions sociales afin de guider la population vers le bien commun, l'abandon de cette pratique. C'est pour cette raison que le rôle de l'Etat et de la classe

[17] Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes (2003). https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/protocol_rights_women_africa_2003f.pdf
[18] Council of Europe (2014). Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Convention d'Istanbul. https://rm.coe.int/1680084840
19 Council of Europe (2018). A propos du GREVIO – le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique https://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/grevio
[20] AfricaGuinee.com. (2020) Conakry : le protocole de Maputo au cœur d'un atelier de formation https://www.africaguinee.com/articles/2020/10/08/conakry-le-protocole-de-maputo-au-coeur-d-un-atelier-de-formation

politique est très important, aucun changement ne peut avoir lieu sans un soutien et une impulsion politique.

2.4 Points négatifs

Dans certains cas, comme celui du Protocole de Maputo, certains Etats n'ont pas ratifié tout de suite le protocole, sans ces ratifications unanimes, le projet perd de son sens et sa légitimité internationale. Du fait que les Etats sont les seuls à pouvoir s'auto-contraindre, les ratifications peuvent parfois s'éterniser.
D'autre part, certains Etats ne respectent pas leur prise de position et leurs engagements après la signature des traités. Bien qu'ils ne puissent pas être sanctionnés directement, ces comportements ne permettront jamais de faire avancer la cause et de clarifier les enjeux sous-jacents lors de réunions internationales et régionales. Ainsi, nous comprenons que cette stratégie fonctionne quand il y a une volonté générale de bousculer l'ordre établi. La *« soft law »* ne peut pas régler le problème sans l'appui des lois nationales qui permettent de punir ceux qui dévient de la législation en vigueur.

2.5 Recommandations

- Les États devraient être obligés de fournir des rapports de leurs activités de lutte contre les MGF
- Tous les professionnel.le.s de santé et les personnes qui travaillent avec les enfants devraient être sensibilisé.e.s aux traités et conventions signés afin de pouvoir à leur tour les implémenter au niveau local.
- Les lois nationales devraient être mieux contrôlées et les courts de justice devraient mieux prendre en charge ce sujet afin que les lois nationales soient en accord avec la *« soft law ».* Il s'agit ici de faire naitre une cohérence générale.
- Les filles et les femmes ne doivent pas seulement être vues comme victimes mais comme des agents de changement qui participent à la lutte. Elles sont aussi les bénéficiaires de ces traités, conventions, protocoles donc elles ont le droit d'être tenues au courant des avancés. Elles doivent aussi pouvoir se saisir de ces textes afin de mettre en place des initiatives locales avec l'aide d'ONG locales ou internationales.
- La mise en place d'une coopération au-delà les frontières pour avoir un processus d'harmonisation de la loi et éviter les MGF transfrontalières. Ces textes sont souvent signés par beaucoup de pays africains transfrontaliers pourtant les taux de prévalence ne diminuent que très peu. Il s'agirait donc de travailler en coopération avec les Etats voisins afin de créer une cohérence dans la sous-région.[21]

3. L'information sur les risques liés aux MGF par le personnel de santé

3.1 Description

Les MGF représentent un risque pour la santé des filles et des femmes. Les conséquences immédiates sont des douleurs intenses, des infections, une rétention d'urine et des hémorragies qui peuvent entrainer un état de choc et le décès. Les conséquences à long terme peuvent être des infections récidivantes des voies urinaires (pouvant endommager les fonctions rénales), des kystes et des abcès, ainsi que des problèmes de santé maternelle, notamment un risque accru de complications lors de l'accouchement (déchirures, césariennes, mortalité périnatale augmentée). Les MGF ont également des conséquences psychologiques comme le syndrome de stress post-traumatique, l'anxiété, la dépression et des conséquences sur la sexualité (douleurs pendant les rapports, diminution du désir et plaisir). C'est parce que les MGF ont un impact sur la santé que l'implication du personnel de santé est nécessaire. En effet, leur rôle est de sensibiliser les

[21] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo, AIDOS. (2015) *Adressing FGM in development projects and programmes.* https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

communautés sur les risques encourus afin de mettre fin à la pratique. Malgré le fait que les MGF sont souvent vues par le prisme de leurs conséquences sanitaires, peu de professionnel.le.s de santé sont formés pour faire face aux complications médicales et pour prévenir des risques au sein de leur communauté.

Grâce à leur autorité et à leur place dans la société, le personnel de santé peut convaincre, lors de consultations, de la nécessité d'abandonner cette pratique. Ce sont également les médecins et les sages-femmes qui peuvent être témoins des complications lors de l'accouchement par exemple. Ainsi, ils et elles connaissent la communauté et ont une légitimité suffisante pour pouvoir faire germer l'idée d'un changement de norme sociale.

Encadré 3 : Quand l'approche risque pour la santé a conduit à la médicalisation des MGF

Au début de la prise de conscience sur les MGF, ces dernières étaient principalement vues sous le prisme d'un problème de santé. Ce mode de pensée a conduit à une médicalisation des MGF pérennisant ainsi la pratique en l'institutionnalisant au sein d'un système de santé publique. On estime qu'environ une survivante sur quatre ayant subi une MGF, soit environ 52 millions de filles et de femmes dans le monde, ont été excisées par un personnel de santé[22]. Les MGF sont une violation de plusieurs droits humains dont le droit à la vie, le droit de ne pas subir de traitements dégradants, de discriminations sur la base du sexe tout en allant à l'encontre des droits de l'enfant. Bien que certains personnels de santé préconisant une médicalisation des MGF se défendent en mettant en avant la prévention des infections et hémorragies, cette pratique va à l'encontre des droits humains et doit donc être punie. Il existe des risques de complications médicales à court et long terme qui demeurent identiques que ce soit lors d'une excision médicalisée ou d'une excision dite traditionnelle. Cette approche de la médicalisation des MGF avait été prônée dans les années 80 en Guinée par l'Association des Sages-Femmes de Guinée (ASFEGUI) et on peut en mesurer aujourd'hui les conséquences : 30% des excisions en Guinée sont aujourd'hui réalisées par les sages-femmes.
L'OMS condamne fortement la médicalisation, il est donc important de rappeler que la médicalisation des mutilations génitales féminines ne fait pas partie des stratégies possibles. Par conséquent, cette dernière ne sera pas développée dans ce document. Par contre la lutte contre la médicalisation de la pratique et l'implication des professionnel.le.s dans l'abandon de la pratique est une stratégie qui doit être soutenue.

3.2 Exemple de pays ayant mis en place cette stratégie

- Le Burkina Faso[23] fait partie des pays qui proposent des services aux femmes victimes de MGF, en particulier pour réparer les lésions dues à cette pratique. Depuis 2009, tous les hôpitaux locaux et régionaux forment les prestataires de soins à la prise en charge des complications liées aux MGF.
- En Égypte[24], le ministère de la Santé et celui de la Famille et de la Population ont mis au point diverses stratégies visant à prévenir et mettre fin à la médicalisation des MGF. Ils ont notamment mis à leur disposition un manuel de formation mais ceci n'a pas encore fait ces preuves.
- Au Sénégal[25], les agents de santé ont été formés à une approche des MGF axée sur les droits de la personne, ce qui leur permet d'appuyer les efforts des communautés visant à éradiquer cette pratique.

[22]UNICEF. (2020).Female Genital Mutilation: A new generation calls for ending an old practice. UNICEF, New York. Website: https://data.unicef.org/resources/female-genitalmutilation-a-new-generation-calls-for-ending-an-oldpractice/
[23] UNFPA/ UNICEF. 2008-2012. *Évaluation conjointe du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur les mutilations génitales féminines/excision : Accélérer le changement* https://unfpa.org/sites/default/files/admin-resource/fgmc_burkina_faso_final.pdf
[24] Ibid.
[25] Fond des Nations Unis pour la population, UNFPA, Nafissatou J.Diop. (2014). *Mise en œuvre du cadre international et régional des droits de la personne en vue de l'élimination des mutilations génitales féminines.* https://unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Human_rights_and_FGM_final_FR.pdf

Encadré 4 : L'implication du personnel de santé dans la prévention en Guinée

En 2013, grâce à un campagne de formation et de sensibilisation des professionnels de santé par le gouvernement et des Agences partenaires du Système des Nations Unies, 250 agents de santé se sont engagés solennellement à abandonner l'excision, et à dénoncer et sanctionner leurs collègues qui les pratiquent. Depuis 2013, il existe en Guinée un module sur les MGF faisant parti du cursus de formation des étudiant.e.s en santé. En mars 2013, le Centre Bernard KOUCHNER a été inauguré par le Président guinéen en compagnie du donateur. Parmi les spécialités de cet hôpital, figure la prise en charge des cas de MGF, notamment les opérations chirurgicales des conséquences de l'excision.

3.3 Points positifs

Le but premier de ses formations et de cette sensibilisation est de protéger les filles qui ne sont pas encore excisées mais aussi d'apporter un soin de qualité aux filles et femmes qui souffrent des conséquences des MGF. Ainsi, il n'est pas question de critiquer, de porter un jugement sur la patiente et sur cette pratique mais bien d'apprendre à gérer ces situations afin que les jeunes filles se sentent mieux et ne risquent pas d'autres complications plus graves sur leur santé. Le personnel de santé agit comme un agent de changement objectif qui apprend à s'adapter au contexte local.

D'autre part, les médecins sont considérés comme des personnes influentes. Leurs prises de position peuvent favoriser une prise de conscience et une prise en charge des femmes et des filles dans le besoin. Cela peut également permettre de motiver d'autres types de leaders communautaires (politiciens, leaders religieux …) à se battre et à s'engager contre les MGF.

3.4 Points négatifs

Cette stratégie bien qu'elle tente d'être la plus neutre possible peut être confrontée à une résistance idéologique. Parfois les normes sociales établies ont un pouvoir d'influence supérieur au travail et aux arguments du personnel de santé. De plus, les professionnel.le.s de santé appartiennent eux aussi à la communauté, il n'est donc pas toujours évident de les convaincre de la nécessité d'abandon de la pratique et de leur rôle de sensibilisation.

Le problème peut aussi venir d'une mutation de la pratique. En effet, on assiste à une forte médicalisation des MGF dans certains pays. De ce fait, si les personnels de santé sont mal formé.e.s, ils et elles peuvent devenir les nouveaux exciseurs sans mettre fin à la pratique. C'est alors un échec car en s'institutionnalisant la pratique non seulement elle perdure mais elle devient aussi plus difficile à combattre.

3.5 Recommandations

- Il est important de fournir une formation adéquate et certifiée au personnel de santé pour qu'ils puissent agir en tant qu'agents du changement. Cette formation de qualité permet ainsi d'informer de la manière la plus neutre, sans jugement de façon progressive et adaptée. Elle doit permettre de délivrer une information médicale, éthique et juridique.

- Concernant l'accès aux soins, ces derniers ainsi que les conseils devraient être accessibles gratuitement à la population afin de ne pas créer des discriminations et des inégalités.

- Pour lutter contre la médicalisation de la pratique, le plus efficace serait d'inscrire dans la loi que les médecins n'ont pas le droit de pratiquer les MGF sous peine d'emprisonnement ou d'amendes onéreuses.

- Il faudrait également insérer des modules de formation sur les mutilations sexuelles féminines dans le curriculum de base et dans la formation continue à l'intention de toutes les catégories de personnel de santé, à savoir les infirmiers(ères), les sages-femmes et les médecins, ainsi que divers agents de santé de terrain comme les psychologues par exemple.

- De plus, au niveau communautaire, il serait efficace d'intégrer la formation du personnel de santé à d'autres activités communautaires favorisant l'abandon des mutilations sexuelles féminines.

- Il est important de former le personnel de santé au « savoir-être » en entretien car ce sujet doit être abordé de manière proactive. Le personnel de santé se doit d'établir un dialogue empathique et compréhensif avec la patiente afin de la rassurer, de créer un environnement de confiance, de respect mutuel. Il est également important de se rappeler que les MGF ne sont qu'une partie des violences de genre que subissent tout au long de leur vie les filles et les femmes. Ainsi, le vocabulaire employé ne doit pas choquer et les actes engagés ne doivent pas faire revivre des souvenirs traumatiques.

4. La reconversion des exciseuses

4.1 Description

Environ 80% des MGF en Afrique sont pratiquées par des exciseuses traditionnelles.[26] C'est pourquoi, une des stratégies régulièrement mise en avant est de cibler les exciseuses traditionnelles afin de les convaincre d'arrêter leur pratique. Cela peut se faire grâce à une sensibilisation sur les dangers des MGF et une éducation à la physiologie de l'appareil génital féminin mais également par un soutien financier leur permettant ainsi d'arrêter leur travail grâce à un revenu alternatif. Cette stratégie part donc de l'hypothèse que les exciseuses pratiquent leur activité car elles ont besoin d'un revenu. Elle agit sur l'offre et pas sur la demande (des parents d'exciser leurs enfants).

4.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Mali [27]: une étude a montré que cette stratégie avait eu peu d'impact au niveau de la société. En effet, 29 des 41 exciseuses interviewées après avoir fini leur conversion professionnelle ont déclaré qu'elles continuaient à pratiquer les MGF sans réaliser leur danger pour la santé des enfants.
- Côte d'Ivoire : en 2009, l'Opération de Nation Unis en Côte d'Ivoire (ONUCI) a collaboré avec l'ONG Génération Femmes du 3ème millénaire (GFM3) afin de convertir une soixantaine d'exciseuses à Biankouma. Ce projet s'enregistre dans une perspective de lutte contre les violences basées sur le genre (VBSG) qui se fait à travers une réinsertion socio-économique des anciennes exciseuses par le biais d'activités génératrices de revenus. Les bénéficiaires ont joui d'une formation de deux jours sur les techniques de communication, culturales et les impacts de l'excision. A la fin de cette formation, du matériel agricole comme des engrais ou même des arrosoirs leur fut remis dans le village de Gbablasso, à côté de Biankouma, dans le but de se lancer dans des activités plus éthiques et lucratives que l'excision.[28] Cependant, la reconversion des exciseuses en Côte d'Ivoire n'a eu qu'une faible portée étant donné que les politiques de

[26] Yoder, P. Stanley and Shane Khan. 2008. Numbers of Women Circumcised in Africa: The Production of a Total. DHS Working Papers No. 39. Calverton, Maryland, USA: Macro International https://dhsprogram.com/publications/publication-WP39-Working-Papers.cfm
[27] Diop N., Sangaré M., Tandia F. and Touré K. (1998). Etude de l'efficacité de la formation du personnel socio-sanitaire dans l'éducation des client(e)s sur l'excision et dans le traitement de ses complications au Mali, Population Council, Bamako, Mali
[28] ONUCI. (Mai 2009). *L'ONUCI aide à la reconversion et à la réinsertion de 60 ex-exciseuses à Biankouman.* https://onuci.unmissions.org/l%E2%80%99onuci-aide-%C3%A0-la-reconversion-et-%C3%A0-la-r%C3%A9insertion-de-60-ex-exciseuses-%C3%A0-biankouman

reconversion des exciseuses n'ont attiré que 4,2% d'entre elles. La faiblesse de cette stratégie constitue un des déterminants de la continuation de la pratique. [29]

- Kenya[30] : Dans le Comté de West Pokot[31], des survivantes de mutilations génitales féminines et anciennes exciseuses, Chepchongil Cheleston, Kokarupe Lorwu et Methani Chepurai Lokuda, âgées de plus de 70 ans, ont décidé de combattre les MGF en sensibilisant la population. Elles ont changé en suivant une formation dans le cadre des programmes World Vision Kenya, partenaire de l'UNFPA, sur les effets négatifs des mutilations génitales féminines sur la santé des femmes et des filles.

Encadré 5. La reconversion des exciseuses en Guinée

En Guinée la sensibilisation est centrée sur les exciseuses traditionnelles afin de favoriser l'abandon des MGF à travers une communication pour le changement de comportement. La Cellule de Coordination sur les Pratiques Traditionnelles Affectant la santé de la Femme et de l'Enfant (CPTAFE)[32] a été la structure ayant expérimentée cette approche à l'intérieur du pays sur financement de plusieurs ONG donc l'OMS, UNFPA, UNICEF et le ministère de la Santé guinéen. Le dépôt symbolique des couteaux et ciseaux de l'excision respectivement à Kouroussa, Dalaba, Pita, Faranah et Conakry a été l'une des actions phares menée par la CPTAFE. De plus, cette dernière a assuré une formation en gestion de base en vue de motiver les exciseuses à exercer des activités génératrices de revenus (AGR) afin de relayer les tendances à la monétarisation de plus en plus subtile de l'excision. Cependant, en dépit des efforts engagés pour mettre fin à la pratique, l'excision reste toujours une norme sociale centrale en Guinée. Il est également difficile de fidéliser les exciseuses et donc de promettre des résultats encourageants pour le futur. Cette stratégie a un cout élevé, il manque parfois de fonds et de formations afin de pérenniser ce type de stratégies alternatives.

4.3 Les points positifs

Un des points positifs est que le résultat de cette approche est facilement mesurable et visible. En effet, cela revient à savoir combien d'anciennes exciseuses ont déposé leur couteau. La cérémonie durant laquelle elles acceptent d'abandonner la pratique peut être médiatisée. Ainsi, cette couverture médiatique aidera à répandre l'information et à diffuser cette bonne pratique afin de motiver de plus en plus d'exciseuses à stopper les MGF. Ces actions permettent de créer un débat autour des MGF et donc de poser la question de leur nécessité au sein de la société. Toute initiative est une chance de toucher des personnes, de faire germer l'idée d'une évolution de la pratique dans leur communauté.

4.4 Les points négatifs

[29] Bakayoko, I., Gbagbo, M. K., & Traore, M. (2017). De l'excision au nord et à l'ouest de la Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal, ESJ*, *13*(11), 133. https://doi.org/10.19044/esj.2017.v13n11p133

[30] Sarah Ooko, World Vision Senior Communications Officer, Kenya. (2020). *Reformed Circumciser Inspired by Pastor, Protects Girls at Risk of FGM due to COVID-19* https://www.wvi.org/stories/kenya/reformed-circumciser-inspired-pastor-protects-girls-risk-fgm-due-covid-19

[31] UNFPA. (2021). *Au Kenya, d'anciennes exciseuses protègent la nouvelle génération contre les mutilations génitales féminines*. New York https://www.unfpa.org/fr/news/au-kenya-danciennes-exciseuses-prot%C3%A8gent-la-nouvelle-g%C3%A9n%C3%A9ration-contre-les-mutilations

[32] Ministère des affaires sociales, de la promotion féminine et de l'enfance. (2009). *La volonté politique au centre de l'action pour atteindre la Tolérance zéro aux mutilations génitales féminines.* Conakry https://www.genreenaction.net/IMG/pdf/LA_VOLONTE_POLITIQUE_AU_CENTRE_DE_L_ACTION_POUR_ATTEINDRE_LA_TOLERANCE_ZERO_AUX_MUTILATIONS_GENITALES_FEMININES_Guinee.pdf

Il existe cependant bien des aspects négatifs à cette stratégie. Une fois les cérémonies d'abandon passées et les ONGs parties, les exciseuses peuvent ne pas tenir leurs promesses[33] et continuer leur travail. Quand il y a une incitation financière à arrêter la pratique cela peut également entrainer une fausse déclaration, c'est-à-dire des femmes qui se déclarent exciseuses alors qu'elles ne le sont pas pour bénéficier des aides à démarrer une activité génératrice de revenus[34]. Cela fausse donc les chiffres des «vraies exciseuses » qui ont réellement enterré leur couteau. Ou si elles tiennent leurs promesses, ce sont de nouvelles exciseuses qui vont remplacer les plus anciennes qui ont abandonné la pratique si la demande est toujours là. Réduire l'offre sans diminuer la demande ne permettra pas une diminution de la pratique des MGF.

Nous pouvons voir que les statistiques concernant les taux de MGF dans les pays qui ont mis en place cette stratégie, n'ont pas diminué. Cela peut aussi signifier que les MGF sont désormais de plus en plus perpétrées par des professionnel.le.s de santé ou de nouvelles exciseuses. C'est pourquoi cette stratégie n'est efficace que si elle est couplée avec une sensibilisation générale de la population.

Une des motivations clés de cette stratégie est qu'elle insuffle un vent de mimétisme à la suite de l'abandon de la pratique par plusieurs exciseuses de la communauté. Il existe plusieurs visions du statut des exciseuses correspondant à différents contextes. Dans certaines communautés[35,36], les exciseuses ne disposent pas d'un statut suffisamment élevé dans la société pour influencer les autres membres. Elles sont parfois issues des catégories les plus basses et stigmatisées de la société. Il n'y a donc aucune certitude que leurs actions agissent comme modèle pour les autres membres.

La plupart des exciseuses n'ont aucun intérêt à ce que la pratique cesse.[37] Dans certaines communautés, c'est un métier qui rapporte beaucoup d'argent. Dans d'autres, le paiement n'est que symbolique mais les exciseuses remplissent un devoir social[38]; une obligation qu'elles doivent accomplir pour le bien de la communauté. Au Bénin et en Sierra Leone, la plus grande récompense que tirent les exciseuses est la position sociale qui leurs est accordée. Celles-ci sont en effet respectées, craintes par la société. On leur reconnaît des pouvoirs surnaturels et on croit qu'elles sont capables de protéger du mal ou de causer du tort. De ce fait, aider à trouver une autre source de revenu ne prend pas en compte tous les aspects de la pratique et ne s'adapte pas à chaque contexte communautaire.

Enfin, il est intéressant de s'attarder sur les conséquences sociétales de cette stratégie. Les exciseuses partagent leurs conditions de vie précaires avec le reste de la société.[39] Le fait d'isoler les exciseuses en leur apportant un support financier et une formation pour se reconvertir peut contribuer à des conflits internes et renforcer leur position au sein de la communauté.

4.5 Les recommandations

- La reconversion des exciseuses n'a pas montré de bénéfices si elle est utilisée toute seule sans l'aide d'autres méthodes comme la formation des personnels de santé, la sensibilisation communautaire etc. Cela doit donc faire partie d'une approche plus globale.

---

[33] World Health Organisation. (1999). Female Genital Mutilation. Programmes to Date: What Works and What Doesn't? World Health Organisation, Geneva, Switzerland https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/65857/WHO_CHS_WMH_99.5.pdf;sequence=1

[34] 28 too many (2013) Country Profile : Kenya https://www.28toomany.org/media/uploads/blog/final_kenya_country_profile_may_2013.pdf

[35] Johansen R., Diop N., Laverack G & Leye E. (2013), 'What Works and What Does Not'. A Discussion of Popular Approaches for the Abandonment of Female Genital Mutilation'. Obstetrics and Gynecology International. http://dx.doi.org/10.1155/2013/348248

[36] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

[37] Plan International, Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest. (Juillet 2006). *Tradition et droits - l'Excision en Afrique de l'Ouest*, Dakar. https://resourcecentre.savethechildren.net/sites/default/files/documents/4582_0.pdf

[38] Population Council and CNRST. (1998*). "Evaluation de la stratégie de reconversion des exciseuses pour l'éradication des mutilations génitales féminines au Mali," Rapport final du projet de recherche opérationnelle et d'assistance technique en Afrique II*, République du Mali, Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique, Bamako, Mali.

[39] GTZ. (2001). *Addressing Female Genital Mutilation Challenges and Perspectives For Health Programmes. Part I: Selected Approaches.* https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13625180701780957

- Cette approche est également à nuancer en fonction du rôle que détiennent les exciseuses dans certaines communautés d'Afrique. Ce dernier n'est parfois pas assez prestigieux et respecté pour faire des exciseuses, un pilier de la lutte contre les MGF.[40] Dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest, une grande partie du pouvoir d'influence des normes sociales se trouve entre les mains des chefs de communauté et des anciens, plutôt que dans celles des exciseuses[41]. Ainsi, il vaut mieux se concentrer sur les personnes qui peuvent insuffler un changement social au sein de la communauté tout en incluant les exciseuses au sein de ces programmes. Il faut donc nuancer en étudiant aux préalables le statut des exciseuses au sein de la société.

- L'OMS a dans un rapport[42] précédent déclaré qu'il fallait inclure les exciseuses dans les programmes d'action tout en précisant que leur trouver des revenus alternatifs ne pouvaient pas être la stratégie principale.

5. La sensibilisation par l'éducation des jeunes

5.1 Description

Les MGF sont une norme sociale qui requiert une profonde compréhension de ce qui les alimente afin de mieux comprendre l'existence et la continuité de cette pratique. La sensibilisation par l'éducation vise à dispenser aux filles et garçons une éducation aux risques engendrés par les MGF tout comme aux changements possibles pour construire une nouvelle génération de personnes conscientes du problème. Les activités de vulgarisation pour ce groupe peuvent être réalisées par des moyens formels (insertion de la thématique dans le cursus de base des écoles primaires et secondaires) et informels (par exemple dans le cadre d'associations de jeunes).

5.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Au Kenya et en Ouganda : le Forum des éducatrices africaines (FAWE/Forum of African Women Educationalists)[43] avec son projet « Advocating for National Action: Projecting Adolescent Girls' Sexual Reproductive Health and Rights in Kenya and Uganda Phase III (2017-2020)» a intégré la question de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans plusieurs écoles (les MGF font partie du cursus). Le but du projet est de faire un plaidoyer pour que le changer les cursus scolaires au niveau national et que cela ne soit pas fait que dans certaines écoles soutenues par le projet.
- Au Sénégal[44] : Au cours des 30 dernières années, l'organisation Tostan a organisé dans les villages des cours dirigés par des animateurs qui sont basés sur les droits de l'hommes et la création d'un comité de gestion communautaire. Chaque village accueille deux classes : une pour les adolescents et une autre pour les adultes. Les cours se répartissent en 94 sessions de deux à trois heures sur une durée de dix mois. Dans la phase « The Kobi » du programme, les participant.es sont sensibilisés à la thématique des MGF à travers des techniques modernes d'éducation non formelles et des techniques « traditionnelles africaines » telles que les contes, le théâtre afin de susciter le débat. Par ces approches attrayantes, Tostan

[40] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo, AIDOS. (2015) *Adressing FGM in development projects and programmes.* https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf
[41] Mustafa Rogaia Abusharaf. (2013). '*Female Circumcision: Multicultural Perspectives'*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press. https://books.google.fr/books?printsec=frontcover&vid=LCCN2005042362&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false
[42]ibid.
[43] Forum of African Women Educationalists http://fawe.org/adolescent-sexual-reproductive-health-and-rights-in-kenya-and-uganda/
[44] Tostan. (June 2020). *The current state of Tostan's community empowerment program (CEP) and diffusion community*. https://www.tostan.org/wp-content/uploads/Tostan-Descriptive-Study-Final-Report_2020_09_09_compressed.pdf

espère que cette approche conduira les communautés à des décisions collectives qui le pousseront à éradiquer cette pratique néfaste de leur mode de vie.

- Au Ghana[45] : le Centre de recherche en santé de Navrango a créé un programme qui donnent aux filles une opportunité d'éducation et de vivre ensemble. Cette stratégie se concentre sur les problèmes existants dans la société pour ne pas les reproduire dans les générations futures. Les résultats sont significatifs, cette formation a permis une réduction de 93 % des taux de MGF par rapport aux lieux où il n'y avait pas eu de programmes axés sur les MGF.

Encadré 6. La sensibilisation par l'éducation des jeunes en Guinée

Le sous-bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH) à N'Zérékoré[46] a réparti les ONG partenaires en trois groupes thématiques, dont l'un sur les violences basées sur le genre, permettant ainsi une meilleure coopération entre les ONG œuvrant dans la lutte contre les MGF. Dans tous ses ateliers de formation ou de sensibilisation, le HCDH présente un module sur les violences. En coopération avec les autorités (administratives, politiques, judiciaires, et les corps médical et enseignant), les ONG de défense des droits de l'homme et d'autres acteurs de la société civile (associations féminines, leaders traditionnels et religieux), le HCDH a organisé et participé à de nombreuses activités de sensibilisation sur les violences basées sur le genre et les MGF, dans les écoles, les universités, au moyen d'émissions radiophoniques. Le HCDH a également activement participé à des campagnes de sensibilisation, telles que les 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre, la journée internationale des droits de la femme et la journée mondiale de tolérance zéro contre les MGF.

Le gouvernement de Guinée a réalisé, en 2015, une boite à image sur les MGF, destinée à être utilisée dans les classes d'enseignement primaire. C'est une étape importante du processus de sensibilisation sur les MGF en milieu scolaire.

5.3 Points positifs

La sensibilisation par l'éducation permet de ne pas arriver dans une communauté concernée en moralisant sur les effets des MGF mais bien d'amener les populations à prendre conscience par elles-mêmes des dangers encourus, des contraintes, des freins que la norme sociale impose aux femmes et aux hommes. La sensibilisation s'adresse tout particulièrement aux enfants et aux jeunes qui forment la génération future, les prochains leaders et acteurs du changement. Il est très important de leur fournir la chance de comprendre et de se libérer des traditions néfastes. Cela peut conduire à un éveil des consciences collectif très bénéfique et attendu dans la lutte contre les MGF.

5.4 Points négatifs

La sensibilisation peut apparaitre comme une sorte d'ingérence dans un système traditionnel de valeurs hérité des générations précédentes. Il s'agit ici de remettre en question tout une éducation passée, une norme sociale qui régit les rapports sociaux, économiques. De plus, les nombreux efforts de sensibilisation entrepris par le gouvernement et des partenaires nationaux et internationaux ont mis l'accent sur les risques sanitaires qu'engendrent les MGF[47]. Or, ceci a

[45] Adongo, P., Jackson, E., Abokyi, L., Naik, R., Feinglass, E., & Phillips, J.F. (2004). Community-based interventions can change detrimental social norms: Experience from the Navrongo Female Genital Mutilation Experiment. https://paa2005.princeton.edu/papers/51279

[46] Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. (Avril 2016). *Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée.* Genève : HCDH *http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/ReportGenitalMutilationGuinea_FR-ONU.pdf)*

[47] Liz Creel, du Population Reference Bureau. (2002). *Abandonner l'excision féminine, prévalence, attitudes et efforts pour y mettre fin.* *https://www.prb.org/wp-content/uploads/2001/12/AbandoningFGC_Fr.pdf*

concouru à une certaine médicalisation de la pratique qui a pu contribuer à répandre la perception que les MGF étaient autorisées et ne présentaient pas de risques. Il faudrait donc dénoncer les MGF en s'appuyant sur divers arguments et explications liés aux droits humains et au droit de disposer de son corps, pas seulement en mentionnant les dangers de santé autour de la pratique.

5.5 Recommandations

- Il est important que la thématique des MGF soit intégrée dans les cursus de base des écoles primaires et secondaires au niveau national et pas comme une action ponctuelle dépendante d'un projet ou d'une personne.
- Cette stratégie aura plus d'impact si elle s'intègre dans une approche genre plus large où on aborde la question de la place des filles dans la société, des discriminations liées au sexe que juste la thématique des MGF.
- Les jeunes pourront mieux se sentir plus concerné.e.s si ce sont des jeunes formé.e.s au préalable qui conduisent eux-mêmes ou elles-mêmes les activités de sensibilisation dans les écoles.
- La sensibilisation doit se servir des nouveaux moyens de communication utilisés par les jeunes tel que les réseaux sociaux, faire intervenir des personnalités au leadership important durant les cours afin d'avoir un pouvoir d'influence accru.

6. Les rites alternatifs de passage

6.1 Description

Cette stratégie vise à remplacer la pratique des MGF par un rite alternatif de passage à l'âge adulte. Dans certaines communautés les MGF sont vues comme un moment où la fille devient femme, un passage important et symbolique qui doit faire l'objet d'une cérémonie, d'un traitement spécial afin de signifier à la jeune fille et à la communauté son entrée dans le monde des adultes. Ce rite alternatif a pour but d'être sans risque pour la santé physique et mentale. Il exclut donc toute pratique mutilante au niveau des organes génitaux externes des filles. Cette méthode vise à maintenir les activités liées à l'initiation et d'abandonner la coupure.

6.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Kenya[48] : Cette stratégie a été lancée au Kenya en 1996 par un mouvement de femmes appelé « Maendeleo ya Wanawake organizationa » qui a mis en place un rite de passage de remplacement : une semaine d'isolement avec de la nourriture fournie par la communauté. Le but de ce rituel est de conserver le sens originel du rite de passage au cours duquel les membres de la famille s'expriment publiquement à la jeune fille et lui offrent des dons. Le but de ce rituel est de donner le pouvoir aux jeunes filles de prendre en charge leur sexualité ainsi que leur santé et droits reproductifs. Les résultats de ces changements ont amené les filles à exprimer des revendications plus égalitaires et à sensibiliser la population sur les risques encourus en cas de MGF. Ce fut un excellent moyen de promouvoir le dialogue et le débat au sein de la famille et de la communauté en donnant la parole et la connaissance aux enfants et adolescents.

[48] Oloo, Habil, Monica Wanjiru, and Katy Newell-Jones. (2011). *"Female genital mutilation practices in Kenya: The role of alternative rites of passage. A case study of Kisii and Kuria districts."* London: Feed the Minds. https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-rh/104/

- Gambie [49]: L'excision en Gambie est habituellement un acte collectif qui vise à signifier le passage à l'âge adulte par une épreuve d'isolement. Cet enseignement est influencé par la société patriarcale et a pour but de faire de ces filles, des femmes au foyer. C'est pourquoi certaines femmes se sont engagées au sein de l'association pour la promotion des progrès des filles et des femmes APGWA et ont organisé un camp d'apprentissage comme rituel alternatif sans la mutilation tout en éduquant les filles à prendre le pouvoir, à connaitre leur corps, connaitre leurs droits. De plus, l'évènement qu'elles ont organisé a contribué à créer une solidarité entre les jeunes filles, à lancer un débat au sein des familles.

- Ouganda : La communauté de Sabiny, dans la circonscription de Kapchorwa, en Ouganda, avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population, a mis au point en 1995 le programme REACH. Ce programme a sensibilisé les membres de l'association des anciens de Sabiny et les chefs des clans de la circonscription de Kapchorwa aux effets nocifs de l'excision. A la suite de ce programme, les anciens ont décidé de remplacer l'excision par une remise symbolique de cadeaux et autres festivités, pour marquer le passage à l'âge adulte.

Encadré 7. Les cérémonies d'initiation sans excision en Guinée

En Guinée[50], la pratique de l'excision est étroitement liée aux cérémonies d'initiation. Or, ces cérémonies revêtent une grande importance aux yeux des femmes et des jeunes filles. Elles affirment leur valeur et leur rôle dans la société et sont associées à plusieurs aspects positifs de l'enseignement des valeurs traditionnelles. Des groupes locaux sont parvenus à travailler de concert avec les communautés pour concevoir des cérémonies d'initiation sans excision. Les communautés se sont montrées en effet plus ouvertes à l'idée d'abandonner la pratique de l'excision si les aspects positifs de leur héritage culturel n'étaient pas menacés.

6.3 Points positifs

Le fait de lutter contre les MGF en cherchant à comprendre les origines de cette pratique permet de se rendre compte que celles-ci sont parfois perpétrées sous le signe d'un rite de passage vers l'âge adulte. Les MGF sont dans ce cas un fait social inscrit dans la culture de la communauté. Ainsi, dans la communauté Kuria au Kenya, les MGF sont pratiquées lors d'une cérémonie publique communautaire et la date est décidée par le Conseil des Anciens[51]. La possibilité d'un rite alternatif est alors adaptée car, tout en maintenant un héritage culturel, la communauté peut faire évoluer sa pratique en stoppant une habitude néfaste. De plus, ces célébrations communautaires permettent de motiver les autres membres à changer leurs pratiques en augmentant les connaissances et la prise de conscience de chacun.

[49] Shell-Duncan, Y. Hernlund. (2000). Female "circumcision" in Africa: culture, controversy and change *Lynne Rienner Publishers,* London. https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=rhhRXiJIGEcC&oi=fnd&pg=PA235&ots=IH0nde7gcR&sig=GABIc-20kzXS7DsRY-I6jrxqVSQ&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

[50] Plan International, Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest. (Juillet 2006). *Tradition et droits - l'Excision en Afrique de l'Ouest*, Dakar. . https://resourcecentre.savethechildren.net/sites/default/files/documents/4582_0.pdf

[51] Oloo, Habil, Monica Wanjiru, and Katy Newell-Jones. (2011*). "Female genital mutilation practices in Kenya: The role of alternative rites of passage. A case study of Kisii and Kuria districts."* London: Feed the Minds. https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-rh/104/

6.4 Points négatifs

Cependant, comme expliqué dans le rapport de *Population Council*[52], cette stratégie n'est efficace que si les MGF font l'objet d'un rite de passage public. Ainsi, le rite alternatif n'est pas adapté à la communauté Kisii au Kenya car les MGF se pratiquent de façon privée, dans le cercle familial. Ce n'est donc pas considéré comme un rite de passage à l'âge adulte. Il ne faut pas oublier que même dans la communauté Kuria, bien qu'il y ait une cérémonie de remise des diplômes au cours de laquelle les filles reçoivent un certificat, ni les filles, ni leurs parents, ni la communauté locale ne la reconnaissent comme un rite de passage alternatif. Cette stratégie dépend de son acceptation par les chefs religieux, les leaders politiques, les exciseuses de la communauté. Si elle est soutenue et reconnue par ces personnes influentes alors elle pourra prendre toute sa place dans la société et devenir une alternative durable sinon elle sera condamnée à l'échec.

6.5 Recommandations

- Cette stratégie ne peut être utilisée que si les communautés considèrent les MGF comme un rite de passage public.
- Il est important d'inclure toute la famille et la communauté dans le nouveau rite.
- Pour être efficace, cette stratégie doit être couplée avec la scolarisation des filles et des ateliers d'empowerment.
- Faire preuve d'adaptation au contexte local et aux demandes des communautés concernées[53] : certains incluent des garçons dans l'instruction et la cérémonie finale, d'autres proposent un programme sur le long terme centré sur l'empowerment des filles. Parfois, il s'agit aussi de former des filles qui pourront transmettre cet enseignement aux autres générations.

7. « *Positive deviance* » ou approche centrée sur les valeurs

7.1 Description

Le concept de *« positive deviance »* [54] implique que des individus dévient des normes comportementales socioculturelles en vigueur c'est-à-dire, pour les pays à forte prévalence, des personnes qui s'écartent de l'attente de la communauté de perpétuer la pratique des MGF. Cette approche a été développée dans la fin des années 1990 par le *« Centre for Population and Development Activities »* avec le soutien de l'UNICEF. Cela permet d'identifier des personnes au sein d'une communauté qui ont refusé de perpétrer les MGF sur leurs filles afin de travailler avec elles pour convaincre d'autres membres à abandonner cette pratique.

7.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Nigéria [55] : En 2019, le réseau *« Value Females »,* a organisé un Boot Camp pour adolescents. Cette manifestation gratuite de trois jours a rassemblé 550 filles de 13 à 19 ans, certaines scolarisées, d'autres non, d'origines très diverses, notamment des villes et des

[52] J Population Council, USAID. (2003). *An assessment of the alternative Rites approach for Encouraging Abandonment of Female Genital Mutilation in Kenya* http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/versions?doi=10.1.1.541.1187
[53] Droy, L., Hughes, L., Lamont, M., Nguura, P., Parsitau, D., & Wamue Ngare, G. (2018). Alternative Rites of Passage in FGM/C Abandonment Campaigns in Africa: A research opportunity. https://doi.org/10.29311/lwps.201812820
[54] Population Reference Bureau. (2013). Ending Female Genital Mutilation/Cutting : lessons from a decade of progress. Washington DC, USA. https://www.prb.org/progress-ending-fgm/
[55]UNICEF, UNFPA. (2020). *Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur les mutilations génitales féminines/l'excision : Accélérer le changement.* New York: ONU file:///C:/Users/Yannick/Desktop/stage%20GAMS/travail%20guin%C3%A9e/joint%20program%20UNFPA%20UNICEF%202019.pdf

zones rurales plus éloignées. Elles sont invitées à devenir des « *positive disruptors*» (perturbateurs positifs), des personnes capables de bousculer les conventions sociales en ce qui concerne les attitudes patriarcales au sein de la société nigériane, traditions néfastes, et le droit à la liberté sexuelle et la santé reproductive.

- Kenya[56] : Le projet Fulda-Mosocho a été lancé en 2002 par deux organisations en Allemagne qui ont conduit ces activités au Kenya. Elles ont développé l'approche centrée sur les valeurs afin de promouvoir le développement personnel, le changement d'attitudes pour faciliter l'abandon par les communautés des MGF. Cette stratégie s'appuie sur le potentiel de chacun et n'oblige personne à penser selon un modèle pré défini.

- Egypte[57] : Le village modèle *« FGM-free »* est un programme national pour mettre fin aux MGF lancé en 2003 et mis en place par le National Council for Childhood and Motherhood (NCCM), the United Nations Development Programme (UNDP), and the Donor Assistance Group (DAG). Le but était de mobiliser les médias, les hommes politiques, les activistes, les leaders religieux et le personnel médical pour créer un environnement propice au dialogue et à la pensée critique sur les facteurs culturels et sociaux qui mènent au maintien des MGF. Le débat se concentre sur les MGF comme violation des droits des femmes. Cela a permis de soutenir des réformes nationales.

- Ethiopie : Dr Bogaletch, microbiologiste et militante éthiopienne a mis en place dans son pays des fêtes pour célébrer les filles non excisées. Aujourd'hui, 97% des filles de la province échappent aux mutilations génitales mais les rites de passage ont été maintenus pour les filles de 16 à 18 ans[58] : aux mêmes périodes qu'autrefois, le temps des récoltes d'août à septembre, on fête avec des fleurs et des cadeaux l'accession des filles à l'âge adulte. Mais les jeunes filles forment aussi des groupes qui s'enorgueillissent d'être intactes avec les slogans « je suis entière (I am whole) »[59]. Elles sont fières, à l'inverse de leurs mères, de pouvoir se marier en étant non excisées. Les mariages de filles « non coupées » donnent lieu à des réjouissances publiques, et servent d'exemple aux autres. La diminution des complications au moment de l'accouchement et la diminution des couts liés aux hospitalisations ou morts en couche est maintenant également un argument en plus pour ne pas exciser.

[56] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf
[57] Barsoum, Ghada, Nadia Rifaat, Omaima El-Gibaly, Nihal Elwan, and Natalie Forcier. 2011. "National efforts toward FGM-free villages in Egypt: The evidence of impact," Poverty, Gender, and Youth Working Paper no. 22. New York: Population Council. National efforts toward FGM-free villages in Egypt: The evidence of impact (popcouncil.org)
[58] Le Carnet de Colette Braeckman. (Juin 2013). Grâce à Boge Bogaletch, les femmes éthiopiennes refusent l'excision. *Le SOIR.be* http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2013/06/06/grace-a-boge-bogaletch-les-femmes-ethiopiennes-refusent-lexcision/
[59] KMG Ethiopia, *I am whole* https://kmgethiopia.org/i-am-whole/

Encadré 8 : le soutien aux filles non excisées et à leurs parents en Guinée

La stratégie de soutenir les filles non excisées (et les parents des filles non excisées)

L'ONG humanitaire pour la protection de la femme et de l'enfant (HPFE) [60] en Guinée forestière a mis en place une formation pour les filles non excisées, en particulier dans les préfectures de Beyla et de N'Zérékoré. Depuis 2013, HPFE s'efforce de mettre en place un réseau de filles non excisées formées sur les MGF et les risques qui y sont liés, et qui sensibilisent à leur tour leurs paires sur cette question. Cette valorisation de la jeune fille non excisée est également perceptible en haute Guinée et dans certaines préfectures de la Guinée forestière à travers le recensement, le suivi et l'accompagnement de 1,500 jeunes filles non excisées par des ONGs partenaires du Programme conjoint MGF.

La prise de parole publique de parents qui protègent leur fille

En Guinée[61], des pères de petites filles se sont opposés à leur excision. En effet, certains hommes ont décidé que dans leur famille, les filles ne seront pas excisées et cette décision a été respectée. Le cas du maire de Kouankan (Guinée forestière) a été médiatisé : il a déclaré publiquement que ses filles ne seraient pas excisées et qu'il répudierait sa femme si elle ne respectait pas sa décision. Cependant pour qu'un homme puisse ainsi faire respecter sa décision il doit disposer d'une stature sociale suffisamment importante lui permettant de s'opposer à sa mère et à sa sœur aînée.

Néanmoins, tous les parents qui protègent leur fille n'osent pas s'exprimer en public. La chercheuse Marie-Hélène Doucet[62] a pu ainsi relever quatre profils de parents : 1) les "militants", 2) les "discrets", 3) les "courageux", 4) les "stratèges ». Les militants sont ceux qui disent ouvertement leur opposition aux MGF ne craignant ou ne percevant pas les risques, réactions engendrées au sein de la société. Les discrets ne cherchent pas à divulguer et expliquer leur décision cependant ils ne vont pas non plus créer une stratégie pour la cacher. Les personnes qui ont fait ce choix ont notamment évoqué « le vol des enfants ». Si les parents affirment que leur fille ne va pas être excisée, certains membres de la communauté en désaccord peuvent s'en charger eux-mêmes. Concernant « les courageux », ils révèlent que leur enfant n'a pas été excisée tout en étant pleinement conscient des conséquences désastreuses sur leur vie. Conscient du cout social de leur décision, ils agissent malgré tout. Enfin, les « stratèges » cherchent par tous les moyens à dissimuler cette décision car ils pensent que rendre cela public, engendrerait des problèmes très importants. Ils trompent donc la société en demandant à un médecin de réaliser une légère incision par exemple.

7.3 Points positifs

Cette stratégie favorise la création d'une environnement plus sain et l'avènement d'une dynamique collective qui encourage la compréhension des risques amenés par la pratique des MGF. En identifiant les personnes susceptibles d'être plus réceptifs aux préventions contre les MGF, les ONG font le premier pas vers l'émergence de rôles modèles dans la communauté. De plus, s'appuyer sur des membres de la communauté est une stratégie essentielle. Ces personnes sont les mieux placées pour comprendre réellement les enjeux du sujet. Elles sont aussi acceptées beaucoup plus facilement par la communauté. Si ces personnes qui dévient la norme sociale sont influentes dans

[60] Haut-Commissariat des Nations Unies Droits de l'Homme (2016). *Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée* file:///C:/Users/Yannick/Desktop/stage%20GAMS/travail%20guin%C3%A9e/guin%C3%A9e/ReportGenitalMutilationGuinea_FR-ONU.pdf

[61] Office français de protection des réfugiés et des apatrides. (2017). *Rapport de mission en Guinée* https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr_rapport_de_mission_en_guinee_final.pdf

[62] Doucet,MH. Delamou.A, Manet.H, Groleau.D.(2020).*Au-delà de la volonté: les conditions d'empowerment nécessaires pour abandonner les mutilations génitales féminines à* Conakry (Guinée), une *ethnographie focalisée* file:///C:/Users/Yannick/Desktop/stage%20GAMS/travail%20guin%C3%A9e/guin%C3%A9e/12978_2020_Article_951.pdf

la société (comme des personnalités politiques ou artistes), cette stratégie agira à la fois au niveau individuel et au niveau collectif.

7.4 Points négatifs

La déviance positive pourrait avoir comme conséquence de confronter ces personnes à des situations d'exclusion au sein de la société ou de menaces s'ils remettent en cause des valeurs trop ancrées dans les mentalités traditionnelles. Par ailleurs, changer les mentalités est une entreprise de long terme, il ne faut pas s'attendre à avoir des résultats probants rapidement. C'est un investissement concret et conscient que les ONG doivent entreprendre afin de former ces personnes « déviantes » et de leur permettre de sensibiliser la population par des actions sur le terrain tout en assurant également leur protection. Certains opposants à l'excision ont ainsi dû demander une protection internationale en Europe car ils ou elles subissaient trop de pressions de leur propre communauté ou famille.

7.5 Recommandations

- Cette stratégie doit s'appuyer sur des personnes qui ont elles-mêmes décidé de ne pas exciser leurs filles et de renforcer leur visibilité pour que d'autres parents à leur tour leur emboitent le pas. Il ne s'agit pas de forcer des personnes de manière rapide et artificielle à se prononcer publiquement contre l'excision si ce n'est pas le fruit d'une prise de conscience et d'un changement bien ancré. Le projet visera plus à identifier ces personnes « déviantes » qui pour certaines ont préféré restées cachées de peur des représailles de la communauté et à renforcer leur capacité à sortir de l'ombre et parler ouvertement sur leur choix.
- Il est intéressant d'inclure dans ces rôles modèles des médecins, des médias et des leaders religieux afin de motiver un basculement de paradigme plus rapide au sein de la société.
- Il s'agit aussi de relayer ces prises de parole par des campagnes médiatiques pour avoir un impact plus important.

8. Les *« safe houses »* ou refuges pour les filles à risque d'excision

8.1 Description

Ce sont des lieux où les filles peuvent se réfugier si elles décident de fuir de chez elles ou si des associations les aident à fuir de chez elles pour échapper aux MGF.

8.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Kenya[63] : « Tasaru Ntomonok Initiative » a construit un centre d'accueil communautaire qui soutient les filles Massai ayant fui de chez elle. Le centre leur fournit un endroit où dormir. Le centre organise des dialogues avec la famille afin de les sensibiliser à ces violences et a mis en place des formations pour les leaders religieux ou politiques.
- Tanzanie[64] : la « *Safe House* », un projet développé par Rhobi Samwelly a pour objectif de protéger les fillettes et les adolescentes du risque de mutilations génitales féminines et des mariages forcés. Ce projet est présenté dans le documentaire *« Defying the Cutting*

[63] Jane Njeri Chege, Ian Askew, and Jennifer Liku. (2001). "An Assessment of the Alternative Rites Approach for Encouraging Abandonment of Female Genital Mutilation in Kenya". New York: Population Council. http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNACM865.pdf

[64] Helena Ergisi.(2019).Defying the Cutting Season, un documentaire poignant sur ces Tanzaniennes qui fuient l'excision.*Au féminin* https://www.aufeminin.com/news-societe/defying-the-cutting-season-un-documentaire-poignant-sur-l-excision-s3037682.html

Season » retraçant la vie de Rosie Makore, une fillette âgée de 12 ans, qui a pris la décision de fuguer de chez elle par crainte d'être excisée. Malheureusement, la jeune femme n'a pas le temps de se réfugier dans une *« Safe House »* car elle est très vite rattrapée par une personne de son village. Celle-ci doit alors faire face à sa mère, qui a désormais le choix de la rejeter ou non du foyer familial.

Encadré 9. L'expérience des refuges pour jeunes filles en Guinée

A notre connaissance, il n'existe pas de *« safe house »* en Guinée, peut-être parce que l'excision est pratiquée plus jeune. En effet cette stratégie ne peut marcher que si l'excision est pratiquée à l'adolescence quand les jeunes filles peuvent réaliser ce qui se passe et ont la capacité de s'enfuir et que si l'Etat reconnait que c'est une violence faite aux filles qui nécessite une protection nationale et pas une affaire privée où on renvoie la jeune fille dans sa famille.

8.3 Points positifs

Sur le court terme cela permet d'aider concrètement des jeunes fille en danger mais également sur le long terme si des activités sont organisées au sein du refuge à former des filles sur leurs droits et à leur donner la possibilité d'étudier.

8.4 Points négatifs

Lorsque les filles retournent chez elles, elles peuvent être en danger face à la colère de leur famille. La question est donc, que deviennent les relations avec la famille et la communauté ? Cette approche retire la fille de sa famille et de l'environnement dangereux dans lequel elle vivait mais elle ne permet pas de s'attaquer aux normes et pressions sociales qui la motivent.

8.5 Recommandations

- Cette stratégie doit être coordonnée à un plan d'action plus global centré sur les violences de genre.
- Elle ne peut marcher que dans les pays où l'excision se fait à la puberté car les enfants plus jeunes ne peuvent pas fuir.
- Des activités d'empowerment avec les jeunes filles doivent être organisées pour les renforcer dans leur choix de lutter contre une norme sociale car elles peuvent subir des pressions familiales pour revenir sur leur décision.
- Cet accueil doit inclure des rencontres organisées avec la famille et les membres de la communauté afin de discuter, d'expliquer les raisons du mal être et de mieux se comprendre. Cela permettra aussi une meilleure réinsertion de la fille au sein de la famille après qu'elle ait pu éviter les MGF ou le mariage forcé.
- Il faut prévoir les situations où la jeune fille ne peut pas rentrer chez elle (si ça famille la rejette) et pouvoir soutenir sa scolarité avec un hébergement sur le long terme.
- Il s'agit aussi d'assurer la sécurité des jeunes qui se réfugient dans la maison car des parents pourraient vouloir venir chercher leurs filles par la force.

9. Les initiatives intra-communautaires

9.1 Description

Dans cette stratégie, l'aide extérieure n'est là que pour permettre aux communautés de s'organiser et de financer le changement mais les solutions viennent de l'intérieur. Ces interventions permettent via des plateformes ou via des initiatives locales, de laisser les membres de la communauté s'exprimer sur leurs intérêts, leur quotidien afin de dialoguer et de trouver des solutions en les engageant dans des actions. Ce sont aussi des moments où des sujets tels que les MGF, les inégalités de genre sont discutées. Tous les membres de la communauté peuvent alors développer leur esprit critique et dépasser les stéréotypes.

9.2 Exemples de pays ayant mis en œuvre cette stratégie

- Sénégal[65] : L'ONG TOSTAN a créé un programme communautaire d'empowerment basé sur les droits humains afin d'encourager le dialogue et la formation de membres de la communauté qui vont les transmettre aux autres. Si les raisons avancées pour exciser étaient la religion ou l'assurance de la virginité avant le mariage, la raison première qui ressortait était le fait d'appartenir à une communauté inter maritale. Ce programme s'appuie sur une vision holistique, répondant à plusieurs enjeux concernant la santé et les droits. Cela n'a pas commencé de manière frontale sur l'angle des MGF. Elle renforce donc l'autonomie des populations par l'éducation et les connaissances, afin de valoriser leur développement individuel et communautaire.

- Ethiopie[66] : les conversations communautaires de l'association KMG crée par Dr Bogaletch permettent aux communautés de discuter ouvertement des problèmes, d'abord dans des groupes homogènes en termes de sexe et d'âge, puis entre les différents groupes, et d'arriver à un consensus sur ce qui doit changer. L'UNICEF a confirmé, dans un rapport en 2008, qu'en 10 ans, la fréquence de l'excision dans les régions où KMG opère a considérablement diminué pour passer de 100 % des filles nouveau-nées à moins de 3%.

Encadré 10. Les initiatives intra-communautaires en Guinée

Le projet « Réponses aux initiatives locales (RIL) » expérimenté par la GIZ dans les régions de Mamou, Labé et Faranah a permis la création d'espaces dans lesquels les préoccupations de la communauté sont débattues et explorées. La participation inclusive des hommes et des femmes, des jeunes et des personnes âgées laissant libre court à leur esprit créatif pour réfléchir sur la manière dont leurs attitudes, leurs comportements et leurs valeurs socio culturelles les affectent directement est une initiative porteuse d'une énergie créatrice importante.

Un club de filles[67] et une organisation d'artistes ont collaboré lors d'une exposition d'art à Conakry combinant peinture, musique et public afin de sensibiliser sur la justice sociale et l'égalité des sexes par l'utilisation de l'expression artistique pour relever le défi de l'autonomisation des filles de ces normes sociales néfastes, y compris autour des mutilations génitales.

[65] Liz Creel, du Population Reference Bureau. (2002). Abandonner l'excision féminine, prévalence, attitudes et efforts pour y mettre fin. https://assets.prb.org/pdf/AbandoningFGC_Fr.pdf
[66] Fondation Roi Baudouin. (2012/2013).Bogaletch Gebre Ethiopie KBF Prix Afrique. Bogaletch Gebre, Ethiopia (2012/2013) - KBF Africa https://kbfafrica.org/fr/le-prix/bogaletch-gebre/
[67] Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. (Avril 2016). *Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée.* Genève : HCDH http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/ReportGenitalMutilationGuinea_FR-ONU.pdf

9.3 Points positifs

Dans cette approche, il s'agit de comprendre que les communautés connaissent profondément leurs problèmes et leurs solutions mieux que n'importe quel organisme extérieur. C'est pourquoi, si l'initiative vient de la communauté alors la solution sera mieux acceptée et pourra fonctionner sur le long terme. Cela permet de résoudre un problème rencontré lors de nombreuses stratégies perçues comme apportées de l'extérieur et imposées. De plus, cette approche permet aussi de traiter d'autres préoccupations locales qui ont un lien plus ou moins étroit avec les MGF. Par exemple, l'accès à l'eau, le travail des femmes, la sexualité …La lutte contre les MGF doit se faire dans une approche holistique par la compréhension d'une interconnexion entre tous ces enjeux locaux. Cette stratégie permet de travailler main dans la main avec les membres de la communauté, de mieux comprendre ses sujets de discussions et ses discordes. Ainsi, le programme construira une éducation pour la totalité de la société qui pourra vivre ensemble plus sereinement et obtenir une sécurisation plus complète de l'espace public et privée pour les femmes et les filles.

9.4 Points négatifs

Si les décisions dépendent d'un consensus communautaire alors la communauté peut décider, au lieu d'éliminer cette pratique, de la transformer. Dans ce cas, les MGF ne disparaitront pas, elles seront peut- être appréhendées sous le prisme de la médicalisation. De plus, la communauté peut échouer à obtenir un consensus général en faveur du changement si les forces traditionnelles en présence sont trop puissantes.

9.5 Recommandations

- Le changement d'une norme sociale est un travail à long terme, il faut laisser le temps aux communautés de réfléchir et de créer eux-mêmes les solutions pour agir. Ce type d'approche ne cadre pas avec une approche projet avec un cycle court où il est attendu des résultats mesurables en un ou deux ans ou avec un cadre logique et un planning très strict qui ne peut pas être modifié en court de projet.
- Ces initiatives intra-communautaires doivent motiver les communautés voisines à faire de même. Dans cet objectif, il sera utile de réaliser des déclarations publiques de membres de la communauté ayant décidé d'abandonner les MGF afin de promouvoir le changement. Une communauté peut s'ériger en tant que modèle, comme source d'inspiration.
- La communauté peut décider de commencer par d'autres sujets que les MGF qui viendront après l'accès à l'eau ou l'ouverture de l'école. Il faut respecter ce choix et les priorités décidées par les personnes concernées. Toutes les autres activités sont bénéfiques pour le développement durable et contribuent indirectement à une meilleure santé et éducation des filles et des enfants en général.

10. Les déclarations publiques des leaders communautaires

10.1 Description

Les déclarations publiques constituent un jalon intermédiaire dans le processus de changement social menant à l'abandon des mutilations génitales féminines[68]. Les déclarations reflètent une volonté de nommer, de discuter et de condamner publiquement les pratiques. Ils permettent de tenir les dirigeants et les auteurs responsables, et sont des indicateurs de progrès vers l'abandon total. Il est important de mettre en place des mécanismes de surveillance communautaire de ce type. Ils veillent à ce que les engagements en matière d'abandon soient respectés. La prise de parole publique de certains leaders qu'ils soient politiques ou religieux permet d'influencer un groupe de la société sur l'intolérance que l'on doit avoir face à cette pratique.

10.1 Exemples de pays qui ont mis en place cette stratégie

- Burkina Faso[69] : En 2003, le pays entreprend de mettre en œuvre un plan de communication intégré permettant au Secrétariat permanent du Comité National de Lutte contre la Pratique de l'Excision (CNLPE), de diffuser des informations sur les pratiques néfastes telles que les MGF sur des radios régionales et provinciales. Le CNLPE a organisé un programme basé sur une approche holistique inspirée de celle réalisée par Tostan (Sénégal). Un total de 63 sessions éducatives de sensibilisation sur les droits humains ainsi que l'aspect sanitaire fut mis en place. Chaque groupe composant le programme était dirigé par un facilitateur et chaque personne ayant acquis des connaissances durant les séances devait se choisir une personne à qui elle enseignerait à son tour ce qu'elle avait appris. Le projet s'est soldé par des déclarations publiques d'abandon des MGF de la part des 23 villages participants lors une cérémonie qui a eu lieu le 3 mai 2003 à Béré. Les leaders religieux et les membres des villages voisins y étaient également présents. En 2011, 51 imams et un prêtre catholique ont fait une déclaration publique en faveur de l'abandon de la pratique.

- Depuis son lancement en 2008, le programme conjoint UNICEF/UNFPA[70] a mis l'accent sur la transformation des structures de pouvoir informelles afin de réorienter la prise de décision et les comportements des communautés. Les leaders communautaires, traditionnels et religieux peuvent être des alliés importants à cet égard, en tant que modèles et leaders d'opinion qui sont bien placés pour promouvoir des normes visant à garder les filles intactes. Dans les communautés où la mutilation génitale féminine est perçue comme une exigence religieuse, le programme conjoint a mobilisé les chefs religieux pour dissocier les deux.

---

[68] UNICEF, UNFPA. (2020). Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur les mutilations génitales féminines/l'excision : Accélérer le changement. New York: ONU https://www.unicef.org/fr/protection/programme-conjoint-UNFPA-UNICEF-sur-les-mutilations-g%C3%A9nitales-f%C3%A9minines-excision

[69] Nafissatou J. Diop et al. (2006). *Analyse de l'évolution de la pratique de l'excision au Burkina Faso: L'environnement institutionnel politique et programmatique de la lutte contre la pratique de l'excision.* Population Council & SP/CNLPE. https://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/RH_BurkinaFaso_FGMAnalyse_FR.pdf

[70] UNICEF, UNFPA. (2020). Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur les mutilations génitales féminines/l'excision : Accélérer le changement. New York: ONU https://www.unicef.org/fr/protection/programme-conjoint-UNFPA-UNICEF-sur-les-mutilations-g%C3%A9nitales-f%C3%A9minines-excision

Encadré 11. Les déclarations publiques en Guinée *:*

Dès 2005, la GIZ[71] a inclus les leaders religieux dans le cadre de campagnes de sensibilisation sur la participation politique et les droits civils de la femme. A cette époque, même certains oulémas érudits de tendance réformiste étaient encore réticents à aborder le sujet des MGF en public. Pour lutter contre les mutilations génitales féminines, les organisations en Guinée ont eu l'idée d'impliquer le ministère des affaires religieuses, la plus haute autorité islamique du pays, qui gère 3800 mosquées en Guinée[72]. Ainsi en 2010, la quatrième conférence nationale des oulémas, les spécialistes du Coran, a émis une fatwa [un avis sur une question d'ordre juridique ou théologique] statuant que l'excision était contraire à l'islam. Par la suite, ils ont diffusé dans toutes les mosquées deux sermons destinés à délégitimer cette pratique. De plus, l'archevêque de Conakry et l'imam de la grande mosquée de Conakry ont tous deux eu des prises de position fermes contre l'excision.
Cependant le rapport de l'OFPRA de 2018 cite que lors de leur visite en 2017 les imams du Secrétariat général aux Affaires religieuses (SGAR) rencontrés à Mamou et les érudits musulmans rencontrés à Boké justifiaient l'excision par le fait que le prophète n'avait pas explicitement interdit cette pratique, alors qu'il aurait pu le faire. Ils citent un hadith selon lequel le prophète Mahomet aurait dit à une femme qui pratiquait l'excision à Médine : « Ô Umm 'Atiya, coupe légèrement et n'exagère pas car c'est plus agréable pour la femme et meilleur pour le mari ». [73] La nouvelle étude CAP de la GIZ[74] auprès de jeunes de 2020/2021 montre que 55% des jeunes pensent que les MGF sont une exigence religieuse. Selon l'opinion des jeunes, les leaders religieux n'encouragent pas dans la communauté l'abandon de l'excision des filles. Donc le lien entre religion et MGF perdure en Guinée et les déclarations publiques ont peu d'impact.

10.2 Les points positifs

Les déclarations de leaders communautaires peuvent faciliter l'abandon de la pratique par un groupe en faisant changer les mentalités. Par exemple, cela permet d'avoir des arguments pour lutter contre la pensée commune que les MGF sont liées à la religion. Les leaders ayant une autorité au sein de la société, peuvent influencer plus de membres à abandonner la pratique. Ainsi, les déclarations publiques constituent un jalon intermédiaire dans le processus de changement social menant à l'abandon de la mutilation génitale féminine.

10.3 Les points négatifs

Les leaders communautaires, comme leur dénomination l'indique, font partie de la communauté. Ainsi, ils peuvent rester fortement attachés à leurs valeurs et traditions. Les déclarations peuvent parfois n'être qu'un moyen hypocrite de satisfaire en apparence les recommandations des ONG internationales sans aucun engagement concret sur le terrain. De plus, si ces déclarations publiques sont prononcées par des leaders de groupes considérés comme minoritaires, l'impact sera très relatif.

[71] Mint Akhyarhoum, S., Diop, A., Worm, I., GIZ. (2013*). Renforcer les capacités des leaders religieux pour promouvoir l'abandon des mutilations génitales féminines.* Allemagne https://studylibfr.com/doc/485745/renforcer-les-capacit%C3%A9s-des-leaders-religieux-pour-promou...

[72] Mohamed Siali. (2018).La lutte contre l'excision avance en Guinée*. Euroefe* https://www.euractiv.fr/section/sante-modes-de-vie/news/la-lutte-contre-lexcision-avance-en-guinee/

[73] Office français de protection des réfugiés et des apatrides. (2017). *Rapport de mission en Guinée* https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr_rapport_de_mission_en_guinee_final.pdf

[74] TDR Atelier d'analyse de questions fréquemment posées (FAQ) thématique SSRAJ, Conakry: Cadesso/Hopital Donka, 25 et 26 mai 2021.

10.4 Recommandations

- Les résultats les plus significatifs dans la lutte contre les MGF sont venus de solutions apportées par les communautés, de leaders qui ont pris la parole. Ainsi, il est essentiel de faire de la communauté un acteur central et de galvaniser ces actions par la parole publique.

- Si les leaders politiques ne sont pas engagés dans cette lutte alors il est impossible pour les ONG internationales de défense des droits humains d'avoir un impact local. Ces actions permettent de construire un cadre normatif et politique afin de soutenir le changement et les personnes qui le portent. Plus qu'une stratégie, ces initiatives sont une nécessité.

11. L'usage citoyen des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les jeunes

11.1 Description

Les programmes de lutte contre les MGF incluent de plus en plus les jeunes et leurs outils de communication pour développer un esprit critique, amener une réflexion collective sur les actions possibles.[75] La jeunesse peut jouer un rôle central dans le changement des normes sociales et des normes de genre en se battant contre les MGF. En effet, les jeunes ont une énergie nouvelle, une capacité à se saisir des sujets, à se révolter face à une réalité injuste. De plus, les outils de communication et de partage dont ils disposent sont un moyen très efficace de diffuser des informations, d'influencer, de promouvoir la lutte contre les MGF.

11.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Sénégal[76] : Village de Mampatim dans la région de Kolda, Mariama Bâ prononce un discours passionné contre les MGF et le mariage forcé à une groupe de jeunes filles. Elles sont jeunes entre 11 et 15 ans. Importantes actrices de la politique du *« New Deal »* instaurée par le gouvernement sénégalais. Cette initiative audacieuse a été lancée en 2014 par L'UNFPA-UNICEF pour lutter contre le taux élevé de grossesse chez les adolescentes dans le pays. Dans le cadre du *« New Deal »*, les filles ont davantage le choix sur les décisions qui affectent directement leur bien-être, bouleversant des traditions profondément ancrées dans la société. Le principe de l'initiative est simple : Les parents acceptent de ne pas marier leurs filles avant d'avoir atteint 18 ans, et les filles promettent de ne pas être enceinte avant le mariage

- Nigéria[77] : Construire une armée numérique grâce à l'engagement des jeunes avec la puissance des technologies numériques pour mettre fin à une pratique est la vision portée par Costly Aderibigbe, la directrice exécutive du *Value Females Network* dans la région d'Osun au Nigéria avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Tel était l'objectif d'un atelier de formation numérique de deux jours destiné à 216 filles dans des écoles secondaires et tertiaires en novembre 2019. Le but est de construire « une armée

[75] Mottin-Sylla MH & Palmieri J (2010). Excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC. Enda, Senegal. https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/44631/IDL-44631.pdf?sequence=1&isAllowed=y

[76] UNICEF, UNFPA. (2020). Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur les mutilations génitales féminines/l'excision : Accélérer le changement. New York: ONU https://www.unicef.org/fr/protection/programme-conjoint-UNFPA-UNICEF-sur-les-mutilations-g%C3%A9nitales-f%C3%A9minines-excision

[77] Ibid.

de filles » qui se serviront de leurs compétences numériques pour se battre contre les MGF. Les jeunes filles ont reçu une formation et des applications utiles pour publier sur Facebook, Twitter, Instagram et WhatsApp. Lors de l'atelier, 100 tweets ont été générés en 12h sur le thème #SMSkillsforgirls, avec une portée potentielle de plus de 26 000 personnes atteintes.

- Kenya[78] : The Restorers, un groupe de cinq étudiantes du Kenya a développé en 2017 i-Cut, une application aidant les filles à échapper aux mutilations génitales féminines. i-Cut permet aux jeunes femmes de chercher de l'aide, de trouver un centre de secours ou d'alerter les autorités plus facilement. Elles ont remporté le prix Daily Trust African of the year Award en 2018 et le prix Sakharov 2019 du Parlement européen.

- République démocratique du Congo[79] : Dans la perspective d'encourager l'autonomisation des jeunes, une initiative régionale soutenue par le PNUD a vu le jour : YouthConnekt. Cette activité vise à soutenir la jeunesse afin de créer des acteurs actifs pour l'éducation et la sensibilisation, la promotion de la cohésion sociale, la consolidation de la paix et le développement économique des communautés et du pays. Afin de partager et dupliquer l'expérience positive du Rwanda, un atelier régional s'est tenu à Kigali du 26 au 29 septembre 2016 et avait pour objectif principal d'élargir l'initiative YouthConnekt en donnant aux participants l'occasion d'approfondir les différentes composantes de l'initiative. Les participants ont également pu bénéficier d'une orientation sur les étapes initiales de planification des programmes nationaux YouthConnekt.

Encadré 12. L'action des collectifs de jeunes en Guinée

Hadja Idrissa Bah[80] a créé en 2016 le Club des jeunes filles leaders de Guinée qui lutte contre les MGF, les mariages forcés et les viols conjugaux. Elles organisent des actions de sensibilisation et de plaidoyer en sillonnant le pays pour rencontrer différentes communautés et engagé les associations locales dans la lutte. Le club compte aujourd'hui plus de 300 membres. L'été[81], période de vacances propice à une augmentation des MGF, le club sert de vigilance renforcée afin de protéger les filles de l'excision. Elles ont également mis en place un numéro d'urgence afin de faciliter la prise de contact entre l'association et les victimes lors d'une excision ou d'une violence commise envers des femmes. Cela permet également d'alerter la police et d'appliquer la loi si la famille ne veut pas protéger sa fille contre l'excision. Certaines de leurs missions sont financées par Plan International. Leur but va plus loin que de protéger les filles dans l'urgence, ces jeunes filles cherchent à créer un changement des mentalités en démontrant aux leaders religieux, traditionnels, politiques, que les MGF relèvent désormais du passé, qu'il faut laisser place à des pratiques culturelles positives.

Le collectif des Guinéennes du 21ème siècle[82] est un collectif activiste, féministe guinéen qui agit autant sur le digital que sur le terrain. Elles organisent depuis 2017, à l'occasion de la journée des droits des femmes, le marathon #1km1Droit #RunForYourRights[83]. L'objectif est de réunir pendant une course des coureurs qui défendent chacun un droit. Leur lutte ne s'arrête pas aux MGF mais également au mariage forcé, aux violences basées sur le genre telle que le viol. Elles utilisent également le plaidoyer pour sensibiliser et communiquer sur leurs réseaux sociaux. Ces jeunes femmes

[78] Roger Maveau.(2019). Des lycéennes kenyanes honorées à l'African of the year Award. *Le Point* https://www.lepoint.fr/economie/african-of-the-year-award-innovation-des-lyceennes-kenyanes-honorees-02-02-2019-2290873_28.php
[79] PNUD. (Mars 2017). *YouthConnekt : Une initiative régionale pour soutenir l'autonomisation des jeunes.* République Démocratique du Congo https://www.cd.undp.org/content/rdc/fr/home/presscenter/articles/2017/03/29/youthconnekt-une-nouvelle-initiative-r-gionale-pour-soutenir-l-autonomisation-des-jeunes.html
[80] Matteo Maillard. (Décembre 2018). Hadja Idrissa Bah, une jeunesse contre les violences faites aux femmes. *Le Monde* https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/30/hadja-idrissa-bah-une-jeunesse-contre-les-violences-faites-aux-femmes_5403724_3212.html
[81] Les Observateurs. (2019). En Guinée, des militantes d'à peine 20 ans en guerre contre l'excision pendant les vacances scolaires. *France 24* https://observers.france24.com/fr/20190625-guinee-militantes-20ans-guerre-contre-excisions-lors-vacances-scolaires
[82] Guinéennes du 21ème siècle https://guineennedu21esiecle.wordpress.com/2016/04/25/genre-technologie-et-engagement-en-guinee/
[83] Ibid.

blogueuses revendiquent une nouvelle Guinée plus jeune et progressiste et utilisent l'innovation et les TIC pour faire passer leur message et lui donner de l'ampleur en lançant le hashtagge #Guinéennesdu21eSiècle.

11.3 Les points positifs

Les initiatives de responsabilisation sociale[84] dirigées par les jeunes peuvent renforcer la responsabilité du gouvernement et favoriser une citoyenneté active. Pour les adolescents, et plus particulièrement pour les filles, la défense de la responsabilité sociale renforce leur empowerment au sein de la société. De plus, le monde est aujourd'hui un espace globalisé où chaque personne est interconnectée, où les échanges s'accélèrent et s'intensifient. La prochaine génération de leaders doit avoir les compétences nécessaires pour communiquer rapidement dans les quatre coins du monde tout en sachant parler aux membres de leur communauté localement. Les outils numériques sont présents pour aider à développer ces capacités. Le message de lutte contre les MGF sera alors diffusé à une vitesse incroyable.

11.4 Les points négatifs

Il s'agit ici d'un usage « citoyen » des TIC mais l'utilisation que l'on peut en faire n'est pas toujours juste et respectueux. Il faut veiller à la manière dont les gens communiquent, ne pas soulever des opinions haineuses, ne pas faire preuve d'exclusion envers ceux qui pensent d'une façon différente. Cela nécessite des bonnes compétences de modération.

Le fait que ces interactions peuvent désormais avoir lieu virtuellement sur les réseaux sociaux peut faire peur, susciter un sentiment d'incompréhension et de rejet chez les ainés. Il faut en tenir compte et rassurer, d'éduquer les personnes plus âgées à ce nouveau mode de communication.

Le faible accès à internet dans certaines zones plus reculées et plus pauvres peut aussi limiter l'impact des TIC en dehors des villes.

11.5 Recommandations

- Accompagner cette stratégie d'une formation citoyenne aux réseaux sociaux en montrant l'importance d'un contrôle du contenu et de la modération des sites de discussions dédiées à l'abandon des MGF pour éviter la propagation de discours haineux.
- Sensibiliser les générations précédentes à l'existence de ces nouveaux moyens de communication.

[84] UNICEF, UNFPA. (2020). *Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur les mutilations génitales féminines/l'excision : Accélérer le changement.* New York : ONU https://www.unicef.org/fr/protection/programme-conjoint-UNFPA-UNICEF-sur-les-mutilations-g%C3%A9nitales-f%C3%A9minines-excision

12. Le dialogue intergénérationnel

12.1 Description

Une autre approche pour lutter contre les pratiques traditionnelles néfastes consiste à encourager les discussions entre les générations plus anciennes et plus jeunes. Il s'agit d'instaurer un dialogue intergénérationnel permanent entre les membres de la communauté, y compris les hommes et les garçons, afin d'aborder des sujets concernant les valeurs et traditions désignées par la culture et les rôles de genre et ainsi modifier les comportements. Cette approche reconnaît que le changement peut être menaçant pour les générations plus âgées et nécessite donc leur pleine participation. Les anciennes générations[85] font face à un changement brutal du monde dans lequel nous vivons avec la mondialisation par exemple. L'esprit humain se tourne naturellement vers la préservation de ce qui a depuis toujours existé. Cette approche vise à engager la communauté dans un processus de changement collectif et non simplement par des informations données.

12.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Sénégal[86] : En 2008, World Vision a mis en place un projet de développement holistique des filles sur trois ans dans le sud du Sénégal avec le soutien technique du projet Grandmother (GMP). Les objectifs du projet étaient de renforcer les valeurs et les pratiques culturelles positives afin de promouvoir l'adoption d'attitudes communautaires positives et de normes sociales positives concernant les MGF, les mariages précoces et les châtiments corporels ; et réduire les grossesses chez les adolescentes. GMP a développé une approche innovante, impliquant un dialogue intergénérationnel dans les activités communautaires et scolaires et la participation active des participation active des aînés, en particulier des grands-mères. Les évaluations du projet ont montré que les grands-mères pouvaient être considérées comme des agents de changement de par leur rôle au sein de la communauté et de leur famille. De plus, le projet a permis de renforcer les relations et la communication entre les différentes générations, ce qui a permis une sensibilisation efficace contre les MGF et une évolution positive des traditions culturelles. TogetherWomenRise soutient actuellement un projet de GMP (2019-2021) à Vélingara en Casamance[87].

- Ouganda[88] : En 2011, REACH a implémenté un projet en partenariat avec l'UNICEF dans le village de Matingot dans le district de Kapchorwa. Ils ont utilisé « *the grandmother's approach* » afin de faciliter le dialogue intergénérationnel sur les thématiques comme les MGF et le mariage précoce. Les grand-mères sont sensibilisées sur les conséquences néfastes de ces deux thématiques et à leur tour, elles vont transmettre ce qu'elles ont appris à leurs petits enfants étant donné qu'elles ont un grand pouvoir d'influence dans leur société.

---

[85] Von Roenne.A, GIZ. (2011). *Le dialogue des générations Un grand pas vers l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF),* Ingelheim, Allemagne. file:///C:/Users/Yannick/Desktop/stage%20GAMS/travail%20guin%C3%A9e/inter%20g%C3%A9n%C3%A9rationnel/GIZ-BMZ-Le-dialogue-des_generations-un-grand-pas-vers-l-abandon-des-MGF-2011-FR.pdf

[86] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

[87] GrandMotherProject https://togetherwomenrise.org/programs/grandmother-project/

[88] Ntabadde Makumbi C. (2017). UNICEF adopts grandmother approach to end FGM/C and early child marriage in Eastern Uganda. *UNICEF*. https://www.unicef.org/uganda/stories/unicef-adopts-grandmother-approach-end-fgmc-and-early-child-marriage-eastern-uganda

Encadré 13 : Le dialogue intergénérationnel expérimenté en Guinée *:*

Le premier dialogue des générations a été mis sur pied à Conakry[89] fin 2003. Les participantes ont été identifiées par les deux associations partenaires du projet MGF à Conakry : Fraternité Médicale Guinée (FMG) et ASFEGUI. Beaucoup de sujets relatifs aux conditions de vie des femmes et des filles ont été abordés tels que la valeur, et l'honneur, de la disposition des femmes à supporter des souffrances pour le bien-être de leurs enfants et de leurs maris, la virginité, l'excision, le mariage forcé, les violences conjugales. De nombreuses questions ont été posées amenant à un vif débat. Cependant, malgré les discordes, il y a eu des bénéfices mutuels de la communication entre les générations. Au début de l'atelier, chaque génération reprochait à l'autre de ne pas avoir de temps à lui consacrer et de ne pas l'écouter. Leurs réflexions conjointes, au cours de l'atelier, les ont amenés à plus de discernement et à penser qu'un rapprochement serait souhaitable. Les générations ne pensaient pas qu'elles pouvaient être écoutées et entendues avant la mise en place de cet atelier.

12.3 Points positifs

L'objectif de cette approche est de renforcer les compétences en communication et la confiance des personnes pour articuler leurs points de vue et apprendre à provoquer un changement collectif. Cette stratégie répond à un problème profondément enraciné dans la société et généralement non traitée, celui de la perte d'identité et des valeurs culturelles[90]. Il s'agit aussi de reconnaitre et d'inclure des femmes âgées en fonction du rôle qu'elles ont au sein de la famille et de la communauté. Inclure les personnes âgées est souvent vu comme une initiative favorisant la crédibilité du projet car elles sont porteuses d'une histoire, d'un héritage culturel.

12.3 Points négatifs

S'il est vrai que les aîné.e.s sont très respecté.e.s et que passer par eux et elles donnent du poids au projet, il n'empêche que les grands-mères sont aussi les gardiennes de la tradition et de valeurs sur la place de la fille dans la société : avec le contrôle de la virginité et le mariage arrangé par la famille. Donc même si le projet a pu arrêter dans certains endroits l'excision, les autres aspects du rôle attendu des filles dans la société patriarcale est toujours bien présent. Il est très dur de faire changer d'avis des personnes âgées et certains pensent qu'il est mieux de miser sur les nouvelles générations.

12.4 Recommandations

- Le dialogue entre les générations peut également inclure la participation des enfants. L'excision concerne les droits des enfants, les enfants de tout âge devraient donc avoir droit à la parole et à la connaissance sur ce sujet. Il faut toutefois s'assurer que l'espace de discussion est approprié à leur âge et à leur sensibilité. Ainsi, on choisira peut-être d'entamer une discussion avec les tous petits sur les choses qui les font se sentir en sécurité et protégés et on réservera les discussions sur la sexualité et la santé sexuelle avec les adolescents. Tout en

[89] Finke, E. Appui aux initiatives pour l´abandon des mutilations génitales féminines: Dialogue entre des générations en Guinée. Eschborn, Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), 2005

[90] Grandmother Project. (2013). "Grandmother Project: Change Through Culture" accessed at expert interview with Judi Aubel. www.grandmotherproject.org

étant fortement conscient des risques que cela peut comporter et de la nécessaire vigilance à développer autour d'un sujet aussi sensible et difficile que celui des MGF.

- Le dialogue entre les générations implique aussi de travailler avec des enfants et leurs parents afin de créer un espace de discussions où chacun peut s'exprimer. Le dialogue intergénérationnel doit être appréhendé comme un sujet familial également et pas seulement que communautaire.

13. L'usage des médias (campagnes médiatiques)

13.1 Description

Les campagnes dans les médias de masse sont largement utilisées pour exposer des proportions élevées de populations à des messages par le biais de l'utilisation des médias existants, tels que la télévision, la radio et les journaux. Ces campagnes sont souvent en concurrence avec des normes sociales puissantes et des comportements motivés par l'habitude ou la tradition[91]. Les campagnes médiatiques de masse peuvent produire des changements positifs ou prévenir des changements négatifs dans les comportements liés à la santé au sein de larges populations.

13.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Egypte[92] : l'attention médiatique donnée aux MGF a eu l'effet d'une prise de conscience. En effet, en 2007, la mort de deux jeunes filles après avoir subies une MGF pratiquée par des professionnels de santé a contribué à renforcer la législation contre cette pratique.

- Burkina Faso, Sénégal, Kenya[93] : Projet AIDOS « Abandon des MGF » : Les ateliers de formation ont eu lieu à la fois dans des pays africains anglophones et francophones avec la participation de journalistes radio venant de plusieurs pays voisins. Ces personnes ont pu se rencontrer, échanger leurs idées, renforcer leur savoir technique et éditorial pour travailler ensemble sur une série de documentaires en français, en anglais ainsi que dans leur langue locale qui ont servi à animer des débats publics autour des MGF.

- Tanzanie[94] : La campagne "Stop FGM !" a été lancée en 2002 par les ONG internationales No Peace Without Justice et AIDOS afin de favoriser l'abandon des mutilations génitales féminines par une meilleure implication des médias sous toutes leurs formes : presse écrite, radio et télévision et Web. En Tanzanie, l'association des femmes des médias (TAMWA) a lancé une campagne nationale en 2002. Elle a utilisé la télévision et la radio, des affiches publiques, des articles de journaux et de magazines afin d'impliquer les individus, les communités, d'autres ONG et le gouvernement, pour aider à réduire les taux de MGF dans tout le pays. Plus de 500 exciseuses ont cessé leur activité et un grand nombre d'entre elles ont cessé leur activité.

---

[91] Loken Wakefield et al. (2010). "Use of Mass Media Campaigns to Change Health Behaviour". *Lancet*. https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736%2810%2960809-4/fulltext

[92] Johansen R., Diop N., Laverack G & Leye E. (2013), 'What Works and What Does Not'. A Discussion of Popular Approaches for the Abandonment of Female Genital Mutilation'. Obstetrics and Gynecology International. http://dx.doi.org/10.1155/2013/348248

[93] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

[94] Ibid.

- Soudan[95] : La campagne Saleema est une campagne médiatique soudanaise qui appelle à la fin des mutilations génitales féminines. La campagne vise à créer un débat sur les MGF au niveau de la famille et de la communauté dans le but plus large de promouvoir l'utilisation à grande échelle d'une nouvelle terminologie positive pour décrire le corps naturel des filles et des femmes.

- Burkina Faso[96] : Ces initiatives ont commencé par une campagne radio, lancée en 1975, ayant abouti au décret présidentiel de 1990 créant le CNLPE. Les activités principales de ce dernier sont la formation, l'information, l'éducation et la communication (IEC) visant divers publics, particulièrement dans les milieux urbains, y compris les chefs traditionnels, les groupes religieux, les jeunes, les militaires et la police civile, ainsi que les médias. Les résultats de l'enquête nationale sur l'excision réalisée en 1996 par le CNLPE indiquent que ces efforts ont réellement amplifié la prise de conscience des citoyens quant à la nature nocive de cette pratique et de ses complications.

Encadré 14 : Les campagnes médiatiques contre l'excision en **Guinée** *:*

La problématique[97] des mutilations Génitales Féminines et de l'excision était en toile de fond d'un atelier de formation organisé du 27 au 29 mai 2014 à l'intention des hommes de médias, organisations de la société civile et leaders religieux. Une initiative de Plan Guinée en partenariat avec le ministère de l'action sociale, de la promotion féminine et de l'enfance.

Selon un rapport de Plan[98], des campagnes ont été menées afin de sensibiliser la population aux risques des MGF sur la santé. Cependant, elles n'ont pas eu les résultats escomptés. Elles furent en effet l'une des causes de la montée accrue de la médicalisation de la pratique dont les milieux urbains furent les plus touchées. Suite à ces campagnes, certaines exciseuses ont abandonné leurs outils rudimentaires pour se servir de lame neuve pour chaque fille, et même d'anesthésique local.

Un article dans Jeune Afrique de 2016[99], déplore que l'excision continue à grande échelle en dépit de toutes les campagnes, de sensibilisation – affichages, spots radiotélévisés, dialogue intergénérationnel. La société guinéenne demeure globalement favorable au maintien des MGF même si celles-ci sont décriées dans des campagnes nationales de sensibilisation.

13.3 Points positifs

En combinant une stratégie de communication avec la diffusion, l'amplification, la résonnance, cela permet de renforcer le propos et de catalyser le changement en provocant des débats interpersonnels et des débats publics. De plus, cela crée une audience plus grande et encourage l'interconnexion entre les personnes. Les réseaux sociaux[100] ont considérablement amplifié l'appel pour mettre fin aux MGF en touchant plus de 11.8 millions de personnes via Facebook, WhatsApp, Youtube et Instagram ces dernières années.

[95] Ibid
[96] Population Reference Bureau (2002). Abandonner l'excision féminine, prévalence, attitudes et efforts pour y mettre fin. www.measurecommunication.org
[97] Boumba, B. (30 mai 2014). Lutte contre l'excision : Des professionnels des médias outillés. *VisionGuinée.Info.* https://www.visionguinee.info/2014/05/30/lutte-contre-lexcision-des-professionnels-des-medias-outilles/
[98] Plan International, Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest. (Juillet 2006). *Tradition et droits - l'Excision en Afrique de l'Ouest*, Dakar. . https://resourcecentre.savethechildren.net/sites/default/files/documents/4582_0.pdf
[99] Dieretou Diallo. (2016). Guinée : l'excision en plein jour à Conakry, en toute impunité. *Jeuneafrique.* Guinée : l'excision en plein jour à Conakry, en toute impunité – Jeune Afrique

[100] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

13.4 Points négatifs

Les médias ont aussi le pouvoir de transformer la vérité ou de la présenter sous un angle différent de ce qui se passe sur le terrain. L'œil du journaliste n'est pas toujours objectif, il peut donc y avoir une déformation médiatique : si les messages transmis ne sont pas complets, s'ils sont incohérents ou manquent de sensibilité, ou s'ils ne sont pas adaptés à l'auditoire, les propos que tiennent les médias au sujet de l'excision seront contre-productifs. Les journalistes ne peuvent en effet pas communiquer de la même manière dans tous les pays de la sous-région, ils et elles doivent s'adapter au niveau de sensibilisation et d'ouverture de la population par rapport à la thématique. Par exemple, entre la Sierra Leone et le Burkina Faso il y a une énorme différence : le premier est un pays où le débat sur les MGF ne fait que commencer (un journaliste avait été lapidé pour avoir abordé la question ouvertement) alors qu'au Burkina Faso, il y a une longue tradition de débats dans les médias sur la question. Les émissions de radio qui sont calmement écoutées au Burkina Faso causeraient un véritable scandale en Sierra Leone.

13.5 Recommandations

- Les documentaires audios pourraient être utilisés efficacement dans de grands programmes communautaires et être produits par les communautés dans les langues locales. Cela permettrait de promouvoir l'appropriation par la communauté et le dialogue, ce qui faciliterait l'abandon des MGF.
- Les campagnes médiatiques concernant les MGF sont toujours plus efficaces lorsqu'elles s'inscrivent dans une campagne plus large pour changer les attitudes et les comportements.
- Il est important que le langage soit neutre et sans jugement. Cela nécessite une formation des journalistes au genre, violences de genre et le vocabulaire à utiliser pour en parler soit en l'incluant dans le curriculum de base des écoles de journalisme, soit en créant des sessions spéciales d'éducation et d'information à l'intention des journalistes.
- Il serait bon que les programmes sur les MGF élargissent leur collaboration avec les médias, notamment dans les domaines créatifs tels que les médias et les spectacles traditionnels.

14. Building Bridges entre l'Europe et l'Afrique

16.1 Description

Les MGF sont devenues un problème en Europe et dans les pays du "Nord" en raison de la migration venant des pays touchés par la pratique. Les MGF sont désormais pratiquées au sein de plusieurs communautés résidant dans l'UE, qui ont des liens transnationaux forts tant au sein de l'UE et au-delà. La diaspora venant de communautés pratiquant l'excision a un rôle à jouer dans la lutte contre la pratique. C'est pourquoi, la stratégie Building Bridges a implémenté la nécessaire coopération entre les professionnel.le.s, militant.e.s et expert.e.s de chaque continent afin de mettre en commun les savoirs et de créer des liens permettant de mieux lutter contre les MGF.

16.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Europe/Afrique : la CoP[101], communauté de pratiques bilingue crée des ponts entre l'Afrique et l'Europe afin de lutter contre les MGF. De par son réseau de professionnels composé de

[101] CoP MGF https://copfgm.org/home

plus de 450 membres, la CoP organise des discussions thématiques sur des sujets pertinents liés aux MGF tels que la santé psychosexuelle, l'implication des hommes, la loi et les MGF… Lors de ces débats, les membres peuvent partager leurs expériences et recommandations de bonnes pratiques. La CoP MGF fait partie du projet "Building bridges between Africa and Europe to stop FGM" (bâtir des ponts entre l'Afrique et l'Europe pour mettre fin aux MGF") coordonné par l'ONG italienne AIDOS, en partenariat avec GAMS Belgique. Le projet a pour but de favoriser une approche d'apprentissage mutuel sur le sujet des MGF, en permettant à des professionnel.le.s et activistes de se retrouver et d'échanger sur leurs expériences, dans le but d'améliorer les actions de prévention, de plaidoyer, de prise en charge des femmes et filles concernées, ainsi que les politiques qui y sont associées.

- France/Mali : L'ONG française Equilibres & Populations (Equipop)[102] met en œuvre un projet pilote intitulé " Protéger la prochaine génération " pour l'abandon des mutilations sexuelles féminines dans 100 communautés de la région de Kayes, dans l'ouest du Mali. Le projet vise à atteindre un total de 250 villages. Depuis 2006, Equipop développe une stratégie visant à impliquer les migrants vivant en France et venant de la zone du projet. Les migrants sont identifiés sur le terrain avec l'aide de l'AMSOPT, l'ONG malienne en charge de l'activité au Mali. En France, l'association" Entraide et Espoir ", basée à Paris, est chargée de mobiliser les associations de migrants originaires des quartiers impliqués au Mali, et d'organiser des débats et des séances de sensibilisation sur la question des MGF. Cela a mené à la réalisation du web-documentaire "Kayes dit non". Il s'agit d'un reportage sur la cérémonie d'abandon des MSF de la région de Kayes au Mali, qui a été organisée le 3 décembre 2016. Le séminaire a ainsi permis de promouvoir la création de ponts entre les intervenant·e·s dans les projets -membres de la diaspora et les populations des pays dont ils sont originaires – afin d'impulser l'abandon durable des mutilations sexuelles féminines. Ce fut également un outil pour montrer la volonté des deux côtés de la Méditerranée, de mettre fin aux MGF.

- Belgique / Sénégal : Le projet des lettres vidéo pour parler des MGF a été organisé en 2015 par le GAMS Belgique[103] afin d'augmenter l'échange d'informations et construire des ponts. Le projet de lettres vidéo : les migrants en Belgique interagissent avec les femmes et les hommes de leurs villages d'origine par le biais de la vidéo, où ils aborderont les sujets des mutilations génitales féminines et des questions plus larges liées à la condition des femmes et des filles. Cela permet de renforcer l'échange et le partage d'informations afin d'amener les populations à prendre consciences des risques liés aux MGF. Les lettres filmées ont contribué à créer un premier pont entre l'Europe et l'Afrique en commençant par une petite échelle (les communautés peules en Belgique et à Vélingara).

16.3 Points positifs

Cette stratégie permet de construire une approche qui respecte les traditions culturelles et qui n'intervient pas sous le prisme d'une ingérence étrangère. Le fait que ce soient des membres de la communauté qui parlent de leur ressenti, de leur vécu, de leur apprentissage sur le sujet des MGF permet d'établir un climat de confiance et peut être l'élément déclencheur d'une lutte contre cette pratique néfaste. De plus, permettre aux personnes membres de la diaspora et aux populations locales de se rencontrer, de se parler est un atout considérable dans l'échange de cultures, d'apprentissages. La réflexion peut émerger en se demandant « *si en Europe les MGF sont interdites et ne sont plus pratiquées car considérées comme la violation d'un droit humain fondamental, pourquoi dans mon pays l'on s'oblige encore à vivre avec ?* ». C'est donc se rendre compte qu'un autre fonctionnement est possible, qu'il n'y a pas de condamnation à vivre avec de telles souffrances. Nous pouvons également supposer que cet engagement militant, cette transmission du savoir peut être un moyen, pour les personnes issues de la diaspora, de se sentir utile, d'aider leur communauté

[102] Equipop https://equipop.org/
[103] GAMS Belgique https://gams.be/

malgré l'éloignement géographique. Les MGF n'ont pas de frontières, alors tous les pays peuvent jouer un rôle vers leur élimination.

16.4 Les points négatifs

Dans certains cas, lorsque les migrants reviennent dans leur communauté d'origine, ils peuvent encourager le maintien de la pratique. En effet, premièrement ils ne sont pas censés savoir que la communauté a mis fin aux MGF depuis quelques années ou qu'elle est en train de réaliser un travail de fond pour diminuer la pratique.
Dans d'autres cas, la personne migrante qui revient dans son pays après plusieurs années d'exil, peut être vue comme étrangère. La communauté peut renier la personne et par la même ses idées de changement de l'ordre social en la montrant du doigts comme étant un « traître ».
Les MGF en tant que tradition, norme sociale peuvent également être un symbole qui relie au pays d'origine. De ce fait, perdre ce symbole peut aussi revenir à perdre une partie de son identité et de son histoire. Par conséquent, cette pratique doit être abordée selon une logique bilatérale et multi-latérale entre les pays et les parties prenantes[104].

16.5 Les recommandations

- Cette stratégie n'est qu'au début de son implémentation. Il faut que tous les acteurs de l'action internationale, du développement, se rendent compte de l'importance de créer ces liens entre les deux continents. Au niveau régional ou communautaire, certains projets ont été mis en place et sont en train de gagner de l'ampleur en faisant preuve d'efficacité. Il s'agit désormais d'augmenter l'échelle d'intervention afin de toucher plus de populations.
- Dans ce sens, il faudrait mettre en place une évaluation systématique de ces projets afin de fournir un modèle de cadre d'implémentation. Cela permettrait d'inciter les acteurs de la scène internationale à investir dans cette stratégie.
- « Building Bridges » est une stratégie qui peut se faire de différentes manières : si le budget est réduit et qu'il est difficile pour une population pauvre et sans passeport international de voyager, cela peut passer par un dialogue par vidéo (budget réduit), si le budget le permet et que les personnes peuvent voyager, des voyages d'échanges entre pays peuvent être organisés.
- Au niveau individuel, il faut s'assurer que chacun est prêt psychologiquement à réaliser cet échange. Il ne faut d'ailleurs pas oublier le niveau individuel en pensant que Building Bridges revient à parler entre Etats, au contraire l'individu doit toujours être à la base de l'action.

[104] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

15. L'approche Nexus : lier l'approche humanitaire et de développement

15.1 Description

Deux approches distinctes ont été développées et ont eu pour conséquence de séparer le monde de l'aide humanitaire et celui du développement[105]. Chacune d'entre-elles à ses ressources personnelles et suivent différentes procédures, autorisations, management. Pourtant ces dernières années différentes approches essayent de lier ces enjeux humanitaires, de développement et de sécurité afin de favoriser une intégration de ces organisations dans la même équipe.

Le but de l'approche Nexus est de construire un cadre de référence entre les acteurs de l'humanitaire et ceux du développement pour améliorer le soutien aux populations, faire face aux défis humanitaires, lutter en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Les acteurs du développement et de l'humanitaire travaillent en accord avec les autorités nationales et locales ainsi qu'avec leurs homologues, soutenant ainsi des actions collectives afin de réduire les risques et la vulnérabilité des populations visées.

15.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

- Somalie[106] : UNICEF a lancé son programme en 2013 pour prévenir les violences basées sur le genre dans 14 districts au Somaliland et à Puntland. Le programme consiste à renforcer les systèmes et services formels et informels, basés sur la communauté, et les services (santé, psychosocial, éducation, police et justice) pour les victimes de violence liée au genre. Il s'agit aussi de catalyser l'action communautaire pour prévenir les normes et les pratiques sociales néfastes qui perpétuent l'inégalité des sexes et la violence qui y est associée. Une évaluation du programme a montré une réduction significative du soutien au MGF sur ces deux sites.
- Plusieurs organisations (AIDOS, GAMS Belgique, le réseau européen EndFGM) avec l'appui du programme conjoint UNFPA-UNICEF ont organisé un dialogue international entre octobre et novembre 2020 avec 76 experts et 44 organisations (de 31 pays différents) sur l'aide humanitaire et la coopération au développement pour voir comment joindre les forces et créer. Plusieurs bonnes pratiques ont été échangées et peuvent se retrouver dans le rapport « *Preventing and responding to FGM in emergency and humanitarian contexts* » [107]

15.3 Points positifs

L'approche Nexus permet de soutenir l'analyse conjointe des besoins, des vulnérabilités, des risques, et des capacités à y faire face, en renforçant la coordination entre l'équipe humanitaire

[105] CARE. (July 2018). *Doing Nexus Differently: How can Humanitarian and Development Actors link or integrate humanitarian action, development, and peace?* https://insights.careinternational.org.uk/publications/doing-nexus-differently-how-can-humanitarian-and-development-actors-link-or-integrate-humanitarian-action-development-and-peace

[106] UNICEF (2020). The humanitarian-development nexus: The future of protection in the elimination of female genital mutilation, New York: USA https://www.unicef.org/documents/humanitarian-development-nexus-future-protection-elimination-female-genital-mutilation

[107] GAMS Belgium, AIDOS, End FGM (2020) Prevention and responding to FGM in emergency and humanitarian contexts. https://www.endfgm.eu/resources/end-fgm-network/preventing-and-responding-to-fgm-in-emergency-and-humanitarian-contexts-report-2020/

nationale et l'équipe nationale des Nations Unies. Les actions humanitaires et celles de développement doivent être complémentaires afin de d'obtenir des résultats collectifs plus durables[108]. Le programme cible intentionnellement les filles et les femmes dans la conception et la prise de décision autour de la réponse humanitaire et soutient les organisations locales de femmes en tant qu'actrices principales de changement.

15.4 Points négatifs

Le risque est que cette approche Nexus soit entièrement pilotées par des acteurs externes de développement et de l'humanitaire sans véritable accroche, collaboration avec les pouvoirs nationaux avec un problème de pérennisation une fois les ONGs parties.

15.5 Recommandations

- Former les professionnel.le.s qui vont travailler dans les programmes humanitaires sur les MGF
- Intégrer la question de la prévention et de la prise en charge des MGF même dans les programme d'urgence (camps de déplacés ou de réfugiés où la pratique des MGF peut continuer)
- Travailler en étroite collaboration avec les acteurs locaux en situation d'urgence, y compris les organisations dirigées par des femmes et des filles, et agents de santé communautaires.
- Créer des plateformes en ligne pour cartographier les services existants et disponibles pour les victimes de MGF. Les gouvernements et les donateurs devraient renforcer les services existants en cas d'urgence humanitaires au lieu d'en créer de nouveaux.

16. L'approche transformatrice de genre

16.1 Description

Cette approche a pour ambition de mettre la lumière sur les relations inégalitaires entre les hommes et les femmes pour attaquer les causes de ces inégalités. Il est important de comprendre l'origine des rapports de domination qui régissent les relations hommes-femmes et les discriminations qui en découlent. Son application fait sens dans les sociétés ayant une perception stéréotypée du rôle propre à chaque sexe et des pratiques traditionnelles attribuées à chacun, qui dans beaucoup de cas, sont au détriment de l'autodétermination des femmes[109]. Ces rôles prédéterminés sont inculqués dès le plus jeune âge dans le foyer et se retrouvent renforcés au sein de la communauté même. Dans le cadre de cette approche, les projets doivent d'abord viser à une déconstruction au niveau individuel avant de s'attaquer au niveau collectif car chaque individu doit être conscient des modèles qui nuisent aux membres de leur propre communauté.
Cette démarche tente également de promouvoir une égalité des chances entre les hommes et les femmes qui déboucherait sur une amélioration de la société et notamment de la condition de la femme [110].

[108] Ibid.
[109] Iamaneh S. *Approche transformatrice des genres : Changer fondamentalement les rapports de force.* Santé pour femmes et enfants https://www.iamaneh.ch/en/assets/uploads/files/F-INFO%202019.pdf
[110] Albright A. (2014). Parce que je suis une fille – La situation des filles dans le monde 2014. Les voies du pouvoir ; la mise en œuvre d'un changement durable pour les adolescentes. Plan International https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/La%20situation%20des%20filles%20dans%20le%20monde%202014.pdf

16.2 Exemples de pays ayant mis en place cette stratégie

Sénégal[111] : un projet quinquennal (2017-2021) a été mis en place par Plan International en partenariat avec *Ladies' Turn* dans la région de Thiès afin de promouvoir l'égalité de genre à travers le sport. L'objectif du projet est une émancipation des jeunes filles de la région et leur leadership dans leur communauté. Avec le projet, de nombreuses valeurs sont inculquées comme la solidarité, la volonté ainsi que le respect. Elles apprennent à collaborer dans un sport d'équipe et reprennent confiance en elles. Le projet s'est fait sous forme d'équipes de football où 20 clubs de football ont décidé de s'affilier à 20 écoles secondaires pour entraîner les jeunes filles. Des professeurs d'éducation physique se sont occupés de la partie sportive et Plan des questions de genre. En dehors de l'aspect sportif du projet, Plan International organise des formations et ateliers sur les violences sexistes, le mariage précoce et les droits des filles auprès de 300 filles et 100 garçons. 40 filles et 20 garçons furent également formés dans le but de devenir ambassadeurs.drices de l'égalité des droits au niveau local. Ils sont surnommés les « *Champions of Change* ». Leur rôle sera de sensibiliser les différentes sphères de leur communauté tant au niveau de la politique locale, éducative que dans les émissions radio.

Rwanda[112] : l'ONG *Rwanda Men's Resource Center* (Rwanrec) a organisé en 2018 un cours sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans le district de Gatsibo dans une région rurale à une centaine de kilomètres de Kigali. Cette formation de 6 mois a été financée par le Ministère rwandais du genre et tente de définir ce qu'est le genre et pourquoi des obligations ainsi que des pratiques y sont assignées. Les sessions sont articulées sous forme de discussion où les participants arrivent en couple. Il y a un questionnement par rapport aux différents rôles attribués aux genres et le ressenti de chacun face à cela. Après la session, ils rentrent chez eux avec des « devoirs » qui consistent à se mettre à la place de l'autre. Les hommes sont tenus de réaliser une des activités initialement attribuées aux femmes.
Les activités sont rémunérées à hauteur de 2500 francs rwandais par personne.

Congo[113] : L'association communautaire « Si Jeunesse Savait » (SJS) a voulu sensibiliser les jeunes garçons et hommes sur les VSBG. Dans ce projet, ces derniers constituent les « acteurs » dans la lutte contre les VSBG et pour l'égalité hommes-femmes. Les activités se font à partir de « clubs » de jeunes garçons venant des écoles de Kimbanseke, Masina, Ndjili et Bandalungwa. L'ONG tente de déconstruire la masculinité toxique et de permettre d'internaliser un modèle plus « positif » de la manière d'être un homme au travers d'activités pour les sensibiliser à l'égalité entre tous les êtres humains, SJS organise également des « clubs » pour jeunes filles en les sensibilisant sur l' « *empowerment* » pour leur permettre d'intégrer des stratégies d'autodéfense.

Kenya : La campagne en ligne (#MenEndFGM[114]) a été lancée en 2013 par Tony Mwebia, avec pour objectif principal de mettre au défi les activistes, les agences gouvernementales d'inclure les hommes et les garçons dans leurs campagnes pour mettre fin aux MGF, aux mariages d'enfants ainsi qu'aux autres formes de violences basées sur le genre. En 2015, de jeunes activistes kenyans ont commencé à rejoindre le mouvement, qui a finalement été enregistré légalement sous le nom de Men End FGM Foundation en 2019. Au fil des ans, l'association est devenue leader dans les campagnes en ligne et hors ligne contre les MGF. Ses membres viennent à la fois des individus et des organisations communautaires (OC). En outre, Men End FGM s'efforce d'informer les enfants, les jeunes hommes et les aînés en transformant les masculinités négatives.

Le Forum des éducatrices africaines (FAWE) a transformé des écoles ordinaires en centres d'excellence : des écoles avec une approche genre créant un environnement bienveillant pour les filles

[111] Sénégal: grâce au sport, les filles cartonnent. Plan International. https://www.planinternational.be/fr/blog/senegal-grace-au-sport-les-filles-cartonnent
[112] Céline Zünd (2018). Au Rwanda, des hommes enseignent la « masculinité positive ». *Le Monde.* https://www.letemps.ch/monde/rwanda-hommes-enseignent-masculinite-positive
[113] Le Monde selon les femmes (2020). *Masculinités toxiques ? Ekoki : « Assez » en lingala.* https://www.mondefemmes.org/masculinites-toxiques-ekoki-assez-en-lingala/
[114] Men End FGM https://menendfgm.org/about-us/

sans discrimination liées à leur sexe. FAWE développe des pratiques d'enseignement qui engendrent l'égalité de traitement et la participation des filles et des garçons en classe et au sein de la communauté scolaire en général. La pédagogie sensible au genre a été lancée en 2005 et a été introduite au Burkina Faso, au Tchad, en Éthiopie, en Gambie, en Guinée, au Kenya, au Malawi, en Namibie, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie.[115] Plus de 6 500 étudiants ont bénéficié des Centre d'excellence du FAWE depuis 1999.

Encadré 15. Travailler sur les masculinités positives (approche du Monde selon les femmes)

Il est important se pencher sur la manière dont la société définit ce qu'est un homme, leur cycle de vie, les attentes que la société a par rapport à eux ainsi que leurs rôles. Il faut comprendre tous ces liens avec les questions de sexualité, d'éducation, de travail et opérer une déconstruction des différentes croyances en ce qui concernent les représentations sociales et visions du monde.
Le changement de comportement devra s'opérer tant au niveau individuel que collectif.
Les programmes qui mettent en place cette approche se doivent de : questionner le système patriarcal et son oppression envers les femmes, faire participer les hommes, convaincre les hommes qu'ils ont les clés pour renverser le pouvoir et mettre fin aux violences et discuter de la valorisation de la vie affective et l'expression des émotions.
Différents actions concrètes peuvent être mises en place au travers d'activités pour permettre la mise en œuvre de l'approche transformatrice de genre :
- encourager les hommes dans la participation à la planification familiale, à la vie des enfants et la valorisation des professions liées aux enfants ;
- comprendre les différentes barrières qui empêchent certains pères de participer ;
- tenter de modifier le cadre légal liés au congé paternité ;
- encourager les hommes à participer aux préparatifs de l'arrivée de leur enfant et aux tâches parentales et domestiques tout en perpétuant un modèle non sexiste ;
- introduire ces questions dans les programmes scolaires des garçons en leur apprenant comment prendre soin des enfants
- développer l'éducation sur la santé reproductrice et sexuelle auprès d'hommes mariés.

Pour introduire des nouveaux modèles de masculinité, différents ateliers peuvent être organisés comme l'apprentissage de soins pour bébé et ils peuvent être sensibilisés à des thématiques particulières tels que la lutte contre les MGF (cf. Campagnes « Carton rouge contre la violence faite aux femmes), la prostitution (cf. Zéromacho), etc.
Le Monde selon les femmes ajoute qu'il est primordial de pousser la réflexion sur les représentations de la masculinité et de la féminité dans la communauté en les confrontant à d'autres intersections qui différencient les communautés les unes des autres comme les ethnies ou même la classe. Les dialogues intergénérationnels sont également importants.

Le personnel chargé d'implémenter cette approche devra avoir lui-même déconstruit ses propres stéréotypes et son sexisme internalisé dont il n'a pas forcément conscience. Un temps nécessaire devra être investi dans leur formation afin qu'ils ou elles ne transmettent pas leurs propres représentations.[116]

[115] FAWE http://fawe.org/fr/nos-programmes/les-interventions/pedagogie-sensible-au-genre/
[116] Le Monde selon les femmes (2014). Les essentiels de genre : Genre et Masculinités. Bruxelles, Belgique Genre et masculinités - Le Monde selon les femmes (mondefemmes.org)

16.3 Points positifs

Cette approche est basée sur la communication et permet d'ouvrir les portes à un dialogue notamment dans les couples. Nous pouvons observer qu'une empathie se forme entre les hommes et les femmes.[117].
Les projets qui mettent en jeu cette approche tentent d'opérer une déconstruction des rôles attendus par la société afin que la « place de chacun » se situe où il le décide. En effet, ceci a pour ambition un bouleversement sociétal où nul individu ne se retrouverait lésé par une situation où il n'aurait pas son mot à dire.
En dehors du fait de penser à l'égalité hommes-femmes, cette approche permet de donner une valeur égale et de la visibilité aux activités des femmes.[118]

16.4 Points négatifs

Le bon vouloir de l'approche doit se faire en synergie avec une volonté politique qui se veut soucieuse des discriminations liées aux genres. En effet, tous les efforts peuvent être mobilisés, mais si la loi ne permet pas de protéger les individus et ne met pas en place des actions pour développer cet aspect, cela rendrait des résultats plus difficiles à atteindre pour les ONG qui souhaiteraient implémenter des projets avec une approche transformatrice de genre[119].

C'est une approche qui est très difficile à implémenter de manière nationale et cela peut prendre beaucoup de temps car les mesures mises en œuvre pour opérer à des bouleversements sociétaux doivent avoir des actions propres au fonctionnement de chaque communauté.

16.5 Recommandations

- Commencer par faire des groupes séparés d'hommes et de femmes pour qu'ils puissent être plus à même de s'exprimer et plus à l'aise, et par la suite, les joindre dans un seul groupe pour une discussion.
- S'assurer que l'animateur des activités ait lui-même fait le travail de déconstruction de ses propres stéréotypes dont il n'a pas conscience.
- Vérifier que les autorités locales et nationales ont le même objectif et il faut collaborer avec eux pour émettre au préalable un environnement politique et sociétal favorable à la réussite de l'approche transformatrice de genre. [120]
- Impliquer tous les membres de la communauté comme le corps enseignant, les autorités locales etc.
- Laisser du temps entre les séances pour que les gens aient le temps de penser à ce qu'ils ont appris, à mettre leurs nouvelles connaissances en œuvre et à voir les résultats.
- Pour un résultat optimal, les actions doivent être entreprises sur le long terme et cela demande la mobilisation d'un budget conséquent et d'une équipe prête à faire le travail sur plusieurs mois ou années.

[117] Céline Zünd (2018). Au Rwanda, des hommes enseignent la « masculinité positive ». *Le Monde.* https://www.letemps.ch/monde/rwanda-hommes-enseignent-masculinite-positive
[118] Annie Labourie-Racapé. Un autre regard avec l'approche genre. *Genre en action.* https://www.genreenaction.net/Un-autre-regard-avec-l-approche-genre.html
[119] Ibid.
[120] Ibid.

Synthèse

Le tableau ci-dessous reprend de manière synthétique les différentes stratégies présentées dans le rapport.

Approches	Avantages	Inconvénients	Recommandations
La législation	Cela permet de légitimer les modes d'actions institutionnels La loi punit et intimide mais elle permet aussi de protéger les filles et les femmes. La loi crée un environnement favorable à la lutte contre les MGF, c'est une garantie du soutien de l'État.	La loi peut rendre la pratique plus souterraine et donc rendre plus difficile la lutte. Voter une loi et la faire appliquer sont deux choses différentes.	La loi doit être comprise comme une volonté populaire de changement social contre les MGF donc les communautés doivent se l'approprier. Il est important d'avoir le soutien des leaders locaux, notamment pour faire appliquer la loi. Les médias doivent sensibiliser la population et vulgariser les informations.
La Soft Law	L'État s'engage de lui-même sur la voie de l'élimination des MGF, de ce fait il n'y a pas de volet coercitif. L'État travaille en partenariat avec les organisations internationales, les ONG, les UN ce qui permet de créer des coopérations internationales. C'est aussi le signe d'un volontarisme politique.	Le fait que les États ne subissent pas de contraintes, les ratifications des traités peuvent s'éterniser et les actions ne jamais avoir lieu. La *« soft law »* n'a aucun sens s'il n'a pas de lois nationales pour contrer les MGF.	Les États devraient être obligés de fournir des rapports d'activités sur l'avancée de leurs projets. Ces traités doivent être compris pour pouvoir servir d'outils aux personnes locales qui voudraient créer des initiatives contre les MGF. Un processus d'harmonisation de ces traités au niveau régional permettrait de limiter les MGF transfrontalières.
L'information sur les risques liés aux MGF par le personnel de santé	Le personnel de santé est un agent de changement objectif. Il fournit des soins adaptés et protège les filles non excisées. Leur position dans la société leur permet d'avoir une opinion qui compte dans le débat public.	Le personnel de santé n'a pas toujours les compétences en communication pour le changement comportemental pour faire passer les messages auprès de leur population. Les services de santé sont déjà en sous-effectif et il y a peu de place, temps pour faire des activités de promotion de la santé Le personnel de santé est issu des mêmes communautés qui sont en faveur de la pratique, donc il subit les mêmes pressions pour pratiquer l'excision. L'approche risque pour la santé peut conduire à la médicalisation	Délivrer une information médicale, éthique et juridique. Interdire dans la loi la médicalisation de la pratique Insérer des modules de formation sur les mutilations sexuelles féminines dans le curriculum de base Former le personnel de santé à un savoir être lorsqu'il s'agit de VBG
La reconversion des exciseuses	Il y a de moins en moins de femmes disponibles pour exciser La couverture médiatique permet en même temps une sensibilisation de la communauté.	Cela ne signifie pas forcément une diminution des demandes de MGF Il peut y avoir des fraudes, des fausses promesses pour avoir l'argent promis. Le revenu alternatif peut ne pas motiver les exciseuses à stopper la pratique.	Il faut d'abord se renseigner sur le statut des exciseuses dans la communauté donnée. Cela ne fonctionne pas s'il n'y a pas une approche plus holistique de sensibilisation etc... Le but ne doit pas se limiter à réduire à court terme les demandes de MGF.

		Le fait d'isoler les exciseuses du reste de la société peut entrainer des conflits internes.	
La sensibilisation par l'éducation des jeunes générations	Stratégie durable et uniformisée si intégrée dans le curriculum de base des écoles primaires et secondaires Touche la nouvelle génération avec un impact important pour le futur	Pas facile de changer les programmes scolaires donc cette approche s'est souvent limitée à quelques écoles. Important que les enseignants et animateurs soient bien formés eux-mêmes	S'appuyer sur des arguments divers tels que le droit de disposer de son corps… Il faut travailler avec les enfants dès le plus jeune âge. Sensibilisation par les TIC pour cibler les jeunes.
Les rites alternatifs de passage	Faire évoluer les mentalités contre les pratiques néfastes tout en maintenant un héritage culturel. Augmenter les connaissances de chacun sur les MGF et donc accélérer le changement. Communiquer et sensibiliser grâce aux cérémonies publiques.	Cela ne fonctionne que si les MGF sont perpétrées publiquement dans le but de signifier un passage à l'âge adulte. Les parents, les leaders traditionnels et politiques doivent reconnaitre ce rite alternatif comme un pas vers l'abandon des MGF ce qui n'est pas souvent le cas.	Il faut que les leaders soutiennent la stratégie sinon la population ne sera pas réceptive. Cibler les communautés qui font des MGF un rite de passage public. Coupler la stratégie à un programme d'*« empowerment ».*
« Positive deviance »	Émergence de rôles modèles dans la société Mimétisme S'appuyer sur les membres de la communauté est un moyen répondre au mieux aux problèmes locaux.	Ces personnes remettent en cause des valeurs ancrées dans la société, elles peuvent en être exclues.	Cela doit s'appuyer sur des personnes qui ont elles-mêmes décidé de ne pas exciser leur fille. Impliquer les médias comme relais de la parole. Inclure des leaders, personnes influentes pour accélérer le changement.
Les « *safe houses* »	*« Empowerment »* des jeunes filles Protection dans l'urgence, sur le terrain.	Risque pour la jeune fille d'être totalement exclue de la société ou rejetée. Risque de violences, de persécutions. Cela s'adresse aux communautés qui n'excisent pas pendant l'enfance. Cela ne permet pas d'attaquer les normes sociales de la société patriarcale.	Sensibiliser les jeunes filles pour qu'elles puissent prendre cette décision. Le moins d'exclusion possible en incluant des rencontres parents/enfant. La protection est le premier enjeu. Organiser le suivi scolaire
Les initiatives intra-communautaires	Facilitation de l'appropriation des mesures par la communauté. Traiter d'autres problèmes locaux : approche holistique Sécurisation plus complète de l'espace public La communauté détient les problèmes comme les solutions.	La communauté peut décider de modifier la pratique et non de l'éliminer. Si pas de soutien des leaders communautaires cela ne peut pas fonctionner.	Cela mène à un réel changement de norme sociale. Déclarations publiques pour motiver le changement Respecter les choix de la communauté car c'est la seule façon d'établir un développement durable.
Les déclarations publiques des leaders communautaires	S'appuyer sur des personnes qui ont déjà une autorité publique est un moyen d'accélérer et de crédibiliser le changement. Stimule l'engagement d'autres membres de la communauté.	Si les déclarations sont faites par des groupes sous représentés : moins utile Fausses déclarations pour obtenir les faveurs de la communauté internationale.	Plus de recherche sur l'impact des déclarations publiques sont nécessaires (surtout quand vient de groupes minoritaires). Engager les leaders politiques pour un changement durable, légal.

L'usage citoyen des TIC par les jeunes	Adaptation aux nouveaux modes de communication *« Empowerment »* d'une nouvelle génération de leaders Rapidité de diffusion de l'information	La modération de ce qui est dit sur les réseaux, médias. Le mauvais accès à internet dans certaines zones Le risque d'exclure les personnes plus âgées.	Une formation citoyenne aux réseaux et médias sociaux. Sensibiliser la génération précédente Ne pas se détacher du local
Le dialogue intergénérationnel	Engager la communication entre plusieurs générations Apaiser le climat de tensions, de culpabilité Comprendre et respecter l'héritage culturel tout en le faisant évoluer vers des bonnes pratiques.	Les personnes âgées sont aussi gardiennes des traditions : compliqué de changer d'avis Notion de culpabilité inavouable	Inclure les enfants dans le dialogue Le dialogue doit se faire également au niveau intra familial. Développer une compréhension mutuelle basée sur le respect.
L'usage des campagnes médiatiques	Communication/ amplification/ résonnance : renforcer le débat public Le sujet des MGF devient un problème mondial, public où chacun peut avoir accès aux informations et se sentir concerné.	L'œil des médias n'est pas toujours objectif Il faut adapter l'information au contexte local et aux sensibilités différentes	Promouvoir des documentaires dans les langues locales Formation des journalistes aux études de genre pour ne pas renforcer les stéréotypes dans leurs articles Élargissement des médias à l'art, photo …
Building Bridges	Rencontre entre la diaspora et les populations locales : apprentissage mutuel Prise de conscience de la diversité et de l'évolution de cette pratique dans d'autres pays : le changement devient possible	Retour de la diaspora qui n'accepte pas les changements déjà réalisés dans la communauté La personne migrante qui revient dans son pays peut être vue comme un étranger.	Inciter les organismes de coopération internationale à travailler avec la diaspora pour bénéficier de leur bonne connaissance du contexte. S'assurer au niveau individuel que chacun est prêt pour de tels échanges et contradictions.
L'approche Nexus	Renforcer la coopération entre les équipes humanitaires et celles de développement Analyse conjointe des besoins, vulnérabilités, modes d'actions et solutions possibles	Si approche pilotée par des acteurs externes : problème de pérennisation une fois les ONG parties	Intégrer le thématique des MGF dans la formation des professionnels de l'aide humanitaire Inclure la prévention et l'accompagnement des femmes déjà excisées dans les programmes d'urgence (camps de déplacés, réfugiés) Coordonner les acteurs et les actions via une cartographie en ligne Travailler avec les relais locaux en cas d'urgence humanitaire
L'approche transformatrice de genre	Approche visant à la déconstruction des rôles attendus entre les hommes et les femmes et à la création d'un dialogue au sein des couples, des familles avec un changement durable Peut se faire à un niveau individuel et à un niveau sociétal (intégration de l'approche genre dans les écoles, au travail) Prise en compte de la dimension genre dans toutes les phases (formulation, mise en œuvre et évaluation)	Nécessite un environnement favorable pour cette approche au niveau de la communauté et au niveau du pays (gouvernement)	Travailler d'abord en groupe non mixte avant de mélanger les sexes et les générations. Nécessite du temps pour permettre aux personnes de réfléchir à leur rôle et place dans la société. Collaborer avec les ministères de l'éducation pour une intégration dans les cursus scolaires.

Les différentes stratégies de lutte contre les MGF présentées dans ce rapport doivent être comprises comme faisant parties d'un tout, comme un puzzle où chaque méthode se complète. Ainsi, l'approche se doit d'être holistique, correspondant à une vision long terme portée par la communauté elle-même. La décision d'abandonner l'excision n'est qu'en partie une décision individuelle, car il s'agit avant tout d'une question de changement social[121].

Cette multiplicité d'approches et de stratégies, mises en œuvre par les acteurs étrangers et nationaux depuis une trentaine d'année ont mobilisé d'importants financements et pourtant plusieurs pays comme la Guinée restent avec des prévalences de MGF très élevées. Si on observe un changement dans les opinions (intention d'exciser), on n'observe pas encore de changements dans les comportements[122]. Les parents ont du mal à résister à la pression sociale et la pratique reste toujours présente même si elle prend de nouvelles formes comme la médicalisation (médicalisation en hausse en Guinée) ou un changement de type de MGF (type III versus type I ou type II en Somalie). Toutes formes de MGF (médicalisée ou non) restent une atteinte à l'intégrité physique et une violation des droits humains.

L'approche projet qui reste encore la règle dans beaucoup de pays avec des durées de mise en œuvre très courtes (pas compatible avec le temps nécessaire pour un changement de comportement), peu de flexibilité dans le calendrier et l'adaptation des stratégies en cours de projet (nécessaire pourtant si on veut tenir compte du contexte local et des demandes des communautés concernées) fait que les projets ont souvent peu d'impact, se succèdent sans véritable évaluation et pérennisation des acquis.

Si les évaluations avec une méthodologie robuste manquent en matière de programme d'abandon de MGF, on peut souligner que plusieurs stratégies semblent peu efficaces[123] : les leaders religieux souvent cités comme personnes cibles dans de nombreux programmes ne sont pas de réels vecteurs de changement et leur impact est controversé, les programmes de reconversion d'exciseuses ont également contribué à de fausses déclarations pour obtenir un retour financier, certaines déclarations publiques faites trop rapidement pour satisfaire les bailleurs ont été suivies quelques années après de reprise de la pratique.

Plusieurs organisations appellent à un changement profond et testent actuellement de nouvelles approches pour travailler les relations hommes-femmes via des approches transformatrices du genre en incluant les hommes et en tentant de déconstruire les stéréotypes et les enjeux de pouvoirs et domination liés à la société patriarcale. Cela peut se faire à un niveau individuel mais le plus durable est d'intégrer cette approche genre dès les plus jeunes années dans le cursus scolaire et plus tard dans le monde du travail. L'expérience de FAWE (le forum des éducatrices africaines) qui soutient des centres d'excellence (école avec une approche genre pour promouvoir l'égalité hommes-femmes) est une approche qui a fait ses preuves et mériterait un passage à l'échelle. Les initiatives locales menées par les jeunes avec l'usage des TIC est également à soutenir car ce sont les générations futures qui ainsi mobilisées seront des acteurs et actrices de changement.
L'attention aux MGF dans les programmes d'urgence et d'aide humanitaire en s'appuyant sur les organisations nationales travaillent sur le long terme sont aussi une stratégie à valoriser (approche Nexus) puisqu'on a vu que dans les crises sanitaires (COVID) ou humanitaires (sécheresse, guerre,…) aggravent les conditions des filles et renforçaient les risques d'excision.
Construire des ponts entre l'Europe et l'Afrique (Building the bridges) en favorisant les échanges entre les communautés migrantes et celles restées au pays d'origine permet également des remises en question des pratiques au sein des communautés concernées.

---

[121] Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf
[122] Barry, A. A. B. (2017). L'impact des stratégies de promotion de l'abandon des MGF en Guinée. http://femmesaction.over-blog.com/2017/11/guinee-l-impact-des-strategies-de-promotion-de-l-abandon-des-mgf.html
[123] Ibid

Conclusion

Il semble parfois difficile de s'y retrouver devant la multitude de stratégies d'abandon des MGF déjà mises en œuvre, d'autant plus que leurs évaluations selon des critères standardisés et comparables entre les projets et pays manquent. Le risque est de vouloir appliquer une stratégie qui a « marché » dans un pays A dans un pays B sans une réelle analyse du contexte local et des besoins et demandes des personnes concernées.

Le faible impact de trente années de programmes d'abandon des MGF doit poser question sur les approches mises en œuvre et sur l'implication des communautés concernées dans la formulation, la mise en œuvre et les évaluations de ces approches.

Plusieurs organisations et pays commencent à développer des stratégies avec une approche genre : c'est-à-dire qui s'attaquent à la racine des rapports entre les hommes et les femmes en tentant de déconstruire les stéréotypes, en discutant les masculinités et en remettant en cause les inégalités de pouvoir et la domination masculine portées par les sociétés patriarcales (comme le projet *Rwanda Men's Resource Center* au Rwanda ou Men End FGM au Kenya). La question de la santé et des droits sexuels et reproductifs doit aussi être au cœur des programmes pour oser aborder la place de la sexualité dans le bien-être général et l'impact des MGF sur la sexualité du couple.

La recommandation principale et valable pour toutes les stratégies d'abandon des MGF est que la stratégie doit être portée par les communautés concernées, avec une souplesse dans la mise en œuvre et dans les délais d'exécution via une méthode de recherche-action dans un premier temps pour tester les activités et les adapter (par plusieurs cycles de mise en œuvre, observation, analyse, adaptation) avant de passer à l'échelle.

Références

Albright A. (2014). Parce que je suis une fille – La situation des filles dans le monde 2014. Les voies du pouvoir ; la mise en œuvre d'un changement durable pour les adolescentes. *Plan* https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/La%20situation%20des%20filles%20dans%20le%20monde%202014.pdf

Adongo, P., Jackson, E., Abokyi, L., Naik, R., Feinglass, E., & Phillips, J.F. (2004). Community-based interventions can change detrimental social norms: Experience from the Navrongo Female Genital Mutilation Experiment. https://paa2005.princeton.edu/papers/51279

Andro, A. & Lesclingand, M. (2016). Les mutilations génitales féminines. État des lieux et des connaissances. *Population*, 2(2), 224-311. https://doi.org/10.3917/popu.1602.0224

Associazione Italiana Donne per lo Sviluppo. (2015). *Adressing FGM in development projects and programmes.* Roma : AIDOS https://www.endfgm.eu/content/documents/AddressingFGMmanual-Book-Digital-19May-1.pdf

Barry, A. A. B. (2017). L'impact des stratégies de promotion de l'abandon des MGF en Guinée. http://femmesaction.over-blog.com/2017/11/guinee-l-impact-des-strategies-de-promotion-de-l-abandon-des-mgf.html

Barsoum, Ghada, Nadia Rifaat, Omaima El-Gibaly, Nihal Elwan, and Natalie Forcier. 2011. *National efforts toward FGM-free villages in Egypt: The evidence of impact*, Poverty, Gender, and Youth Working Paper no. 22. New York: Population Council. National efforts toward FGM-free villages in Egypt: The evidence of impact (popcouncil.org)

Bennett, J. (2018). Kenyan woman saves 15000 young girls from female genital mutilations. *Ebony* https://www.ebony.com/news/kenyan-woman-saves-15000-young-girls-from-female-genital-mutilation/

Building Bridge to end FGM, COP FGM. (Juillet-Août 2019). *La loi et les MGF* https://copfgm.org/2015/01/cadre-legislatif-sur-les-mgf

Doumba, B. (30 mai 2014). Lutte contre l'excision : Des professionnels des médias outillés. *VisionGuinée.Info.* https://www.visionguinee.info/2014/05/30/lutte-contre-lexcision-des-professionnels-des-medias-outilles/

CARE. (July 2018). *Doing Nexus Differently: How can Humanitarian and Development Actors link or integrate humanitarian action, development, and peace?* *https://insights.careinternational.org.uk/publications/doing-nexus-differently-how-can-humanitarian-and-development-actors-link-or-integrate-humanitarian-action-development-and-peace*

Conseil de l'Europe. (2014). *Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.* Istanbul https://rm.coe.int/1680084840

Diallo, D.(Septembre 2016). Guinée : l'excision en plein jour à Conakry, en toute impunité. *Jeune Afrique* Guinée : l'excision en plein jour à Conakry, en toute impunité – Jeune Afrique

Diop, N.J. UNFPA. (2014). *Mise en œuvre du cadre international et régional des droits de la personne en vue de l'élimination des mutilations génitales féminines.* New York : UNFPA https://unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Human_rights_and_FGM_final_FR.pdf

Droy, L., Hughes, L., Lamont, M., Nguura, P., Parsitau, D., & Wamue Ngare, G. (2018). Alternative Rites of Passage in FGM/C Abandonment Campaigns in Africa: A research opportunity. https://doi.org/10.29311/lwps.201812820

Doucet,MH. Delamou.A, Manet.H, Groleau.D.(2020). *Au-delà de la volonté: les conditions d'empowerment nécessaires pour abandonner les mutilations génitales féminines à* Conakry (Guinée), une *ethnographie focalisée.* https://reproductive-health-journal.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12978-020-00951-6

Ergisi,H. (Février 2019). Defying the Cutting Season, un documentaire poignant sur ces Tanzaniennes qui fuient l'excision. *Au Féminin* https://www.aufeminin.com/news-societe/defying-the-cutting-season-un-documentaire-poignant-sur-l-excision-s3037682.html

Finke, E. (2005). *Appui aux initiatives pour l´abandon des mutilations génitales féminines : Dialogue entre des générations en Guinée*. Eschborn, Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ). https://health.bmz.de/ghpc/case-studies/Addressing_sexual_health_and_HIV_in_school/Toolbox_Education_1/Toolbox_Education_04_fr_Dialogue-g__n__rations05.pdf

Fondation Roi Baudouin. (2012-2013). Bogaletch Gebre,KBF prix Afrique.Ethiopie Bogaletch Gebre, Ethiopia (2012/2013) - KBF Africa

Fourth World Conference on Women. (1995). Déclaration de Beijing et programme d'action de Beijing https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20E.pdf

Global platform to end FGM/C. (2020). Submission for UN Secretary General. Report on FGM 2020. https://www.endfgm.eu/content/documents/Global_Platform_-for_Action_to_End_FGM_Joint_UNSG_submission.pdf

GTZ. (2001). *Addressing Female Genital Mutilation Challenges and Perspectives For Health Programmes. Part I: Selected Approaches.*

GIZ. (2005). *Recours à la recherche d'action pour le suivi de l'impact : enseignements tirés du Dialogue des générations et de la Formation des filles non excisées en Guinée,* Ministère fédéral de la coopération économique et du développement, Eschborn. http://health.bmz.de/what_we_do/Gender_and_human_rights/Good_practices_and_tools/Generation_Dialogues/Documents/giz2014-FR-fgm-GenDia-man-t4b.pdf

Grandmother Project. (2013). "Grandmother Project: Change Through Culture" accessed at expert interview with Judi Aubel. www.grandmotherproject.org

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. (Avril 2016). *Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée.* Genève : HCDH *http://www.strategiesconcertees-mgf.be/wp-content/uploads/ReportGenitalMutilationGuinea_FR-ONU.pdf*

Iamaneh S. *Approche transformatrice des genres : Changer fondamentalement les rapports de force.* Santé pour femmes et enfants https://www.iamaneh.ch/en/assets/uploads/files/F-INFO%202019.pdf

Johansen R., Diop N., Laverack G & Leye E. (2013).*'What Works and What Does Not'. A Discussion of Popular Approaches for the Abandonment of Female Genital Mutilation'.* Obstetrics and Gynecology International. http://dx.doi.org/10.1155/2013/348248

Le Monde selon les femmes (2020). *Masculinités toxiques ? Ekoki : « Assez » en lingala*. https://www.mondefemmes.org/masculinites-toxiques-ekoki-assez-en-lingala/

Loken Wakefield et al. (2010*). "Use of Mass Media Campaigns to Change Health Behaviour"*. *Lancet*. https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736%2810%2960809-4/fulltext

Population Reference Bureau. (2002). *Abandonner l'excision féminine, prévalence, attitudes et efforts pour y mettre fin*. *https://assets.prb.org/pdf/AbandoningFGC_Fr.pdf*

Maillard,M.(2018).Hadja Idrissa Bah, une jeunesse contre les violences faites aux femmes. *Le Monde.*
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/30/hadja-idrissa-bah-une-jeunesse-contre-les-violences-faites-aux-femmes_5403724_3212.html

Ministère des affaires sociales, de la promotion féminine et de l'enfance. (2009*). La volonté politique au centre de l'action pour atteindre la Tolérance zéro aux mutilations génitales féminines.* Guinée, Conakry
https://www.genreenaction.net/IMG/pdf/LA_VOLONTE_POLITIQUE_AU_CENTRE_DE_L_ACTION_POUR_ATTEINDRE_LA_TOLERANCE_ZERO_AUX_MUTILATIONS_GENITALES_FEMININES_Guinee.pdf

Mint Akhyarhoum, S., Diop, A., Worm, I., GIZ. (2013*). Renforcer les capacités des leaders religieux pour promouvoir l'abandon des mutilations génitales féminines.* Allemagne https://study-libfr.com/doc/485745/renforcer-les-capacit%C3%A9s-des-leaders-religieux-pour-promou

Mustafa Rogaia Abusharaf. (2013). *Female Circumcision: Multicultural Perspectives*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press. https://www.upenn.edu/pennpress/book/14221.html

N. Diop, M. Sangaré, F. Tandia, and K. Touré. (1998*). Etude de l'efficacité de la Formation du Personnel Socio-Sanitaire dans l'Education des Client(e)s sur l'Excision et dans le Traitement de ses Complications au Mali*, Population Council, Bamako, Mali

Ntabadde Makumbi C. (2017). UNICEF adopts grandmother approach to end FGM/C and early child marriage in Eastern Uganda. *UNICEF*. https://www.unicef.org/uganda/stories/unicef-adopts-grandmother-approach-end-fgmc-and-early-child-marriage-eastern-uganda

Office français de protection des réfugiés et des apatrides. (2017). *Rapport de mission en Guinée* https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr_rapport_de_mission_en_guinee_final.pdf

Oloo, Habil, Monica Wanjiru, and Katy Newell-Jones. (2011*). "Female genital mutilation practices in Kenya: The role of alternative rites of passage. A case study of Kisii and Kuria districts."* London: Feed the Minds. https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-rh/104/

OMS. (2010). *Stratégie mondiale visant à empêcher le personnel de santé de pratiquer des mutilations sexuelles féminines*. Genève : OMS
https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/70467/who_rhr_10.9_fre.pdf

ONU Femmes. Quatrième conférence mondiale sur les femmes. (1995). *Déclaration de Beijing et programme d'action de Beijing.* New York: ONU https://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20E.pdf

ONU, Deuxième session ordinaire de la Conférence de l'Union. (2003). *Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes « Protocole de Maputo »*. New York : ONU https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/protocol_rights_women_africa_2003f.pdf

Plan International (février 2020) *Sénégal: grâce au sport, les filles cartonnent.* https://www.planinternational.be/fr/blog/senegal-grace-au-sport-les-filles-cartonnent

Plan International, Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest. (2006). *Tradition et droits - l'Excision en Afrique de l'Ouest*, Dakar. https://resourcecentre.savethechildren.net/sites/default/files/documents/4582_0.pdf

PNUD. (2017). *YouthConnekt : Une initiative régionale pour soutenir l'autonomisation des jeunes.* République Démocratique du Congo https://www.cd.undp.org/content/rdc/fr/home/presscenter/articles/2017/03/29/youthconnekt-une-nouvelle-initiative-r-gionale-pour-soutenir-l-autonomisation-des-jeunes.html

Population Council and CNRST. (1998*). Evaluation de la stratégie de reconversion des exciseuses pour l'´éradication des mutilations génitales féminines au Mali," Rapport final du projet de recherche opérationnelle et d'assistance technique en Afrique* II, République du Mali, Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique, Bamako, Mali.

Population Council, USAID. (2003). *An assessment of the alternative Rites approach for Encouraging Abandonment of Female Genital Mutilation in Kenya http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/versions?doi=10.1.1.541.1187*

Population Council. (2011). *Female genital mutilation practices in Kenya: The role of alternative rites of passage. A case study of Kisii and Kuria districts https://knowledgecommons.popcouncil.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1103&context=departments_sbsr-rh*

Population Reference Bureau. (2013). 'Ending Female Genital Mutilation/cutting: Lessons from a Decade of Progress'. Washington, DC: Population Reference Bureau. https://www.prb.org/wp-content/uploads/2014/02/progress-ending-fgm-1.pdf

Shell-Duncan, B., Wander, K., Hernlund, Y., & Moreau, A. (2013). Legislating Change ? Responses to Criminalizing Female Genital Cutting in Senegal*. Law and society Review*. https://tostan.org/wp-content/uploads/legislatingchange2013_-_bettina_shell-duncan.pdf

Shell-Duncan, Y. Hernlund. (2000). Female "circumcision" in Africa: culture, controversy and change *Lynne Rienner Publishers,* London. https://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=rhhRXi-JIGEcC&oi=fnd&pg=PA235&ots=IH0nde7gcR&sig=GABIc-20kzXS7DsRY-I6jrxqVSQ&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

The Country of Origin Information Centre, Landinfo. (2008). *Female genital mutilation in Sudan and Somalia*. Oslo : Landinfo https://www.rfworld.org/pdfid/498085871c.pdf

Tomson Reuters fondation, 28 Too Many. (2015). *Les MGF au Burkina Faso synthèse et conclusion* https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=5a17f9884

Tomson Reuters fondation, 28 Too Many. (2018). *The law and FGM.* London: 28 Too Many. https://www.28toomany.org/static/media/uploads/Country%20Research%20and%20Resources/Guinea/guinea_law_report_v1_french_(septembre_2018).pdf

UNICEF. (2010). *Legislative reform to support the abandonment of female genital mutilation/ cutting.* New York : UNICEF https://www.unicef.org/policyanalysis/files/UNICEF_-_LRI_Legislative_Reform_to_support_the_Abandonment_of_FGMC_August_2010.pdf

UNFPA, UNICEF. (2008-2012). *Évaluation conjointe du Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur les mutilations génitales féminines/excision : Accélérer le changement.* New York: ONU https://unfpa.org/sites/default/files/admin-resource/fgmc_burkina_faso_final.pdf

UNFPA. (2019). *Analysis of Legal Frameworks on Female Genital Mutilation in Selected Countries in West Africa.* New York: UNFPA en-unfpa-analysis-on-fgm.pdf (orchidproject.org)

UNFPA. (2020). *Conducting public inquiries to eliminate female genital mutilations.* New York: UNFPA https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA_Conducting_Public_Inquiries_to_Eliminate_Female_Genital_Mutilation.pdf

UNFPA. (2020). *Pour changer le monde, il faut commencer chez soi : un nouvel outil propose une feuille de route pour changer les normes sociales.* New York: UNFPA https://www.unfpa.org/fr/news/pour-changer-le-monde-il-faut-commencer-chez-soi-un-nouvel-outil-propose-une-feuille-de-route

UNFPA. *Législation condamnant les mutilations génitales féminines / l'excision au Kenya, en Ouganda et en Guinée-Bissau.* New York: UNFPA https://unfpa.org/sites/default/files/resource-pdf/Legislation%20and%20FGMC_FR.pdf

UNICEF, UNFPA. (2019). *Programme conjoint UNFPA-UNICEF sur les mutilations génitales féminines/l'excision : Accélérer le changement.* New York: ONU file:///C:/Users/Yannick/Desktop/stage%20GAMS/travail%20guin%C3%A9e/joint%20program%20UNFPA%20UNICEF%202019.pdf

UNICEF (2020). The humanitarian-development nexus: The future of protection in the elimination of female genital mutilation, New York: USA https://www.unicef.org/documents/humanitarian-development-nexus-future-protection-elimination-female-genital-mutilation

UNICEF. (2020).Female Genital Mutilation: A new generation calls for ending an old practice. UNICEF, New York. Website: https://data.unicef.org/resources/female-genitalmutilation-a-new-generation-calls-for-ending-an-oldpractice/

UNFPA. (2021). *Au Kenya, d'anciennes exciseuses protègent la nouvelle génération contre les mutilations génitales féminines*. New York: UNFPA https://www.unfpa.org/fr/news/au-kenya-danciennes-exciseuses-prot%C3%A8gent-la-nouvelle-g%C3%A9n%C3%A9ration-contre-les-mutilations

United Nation General Assembly. Resolution 69/150 (18 December 2014). *Intensifying global efforts for the elimination of female genital mutilation* https://www.oursplatform.org/wp-content/uploads/GA-Resolution-69-150-Intensifying-global-efforts-for-the-elimination-of-FGM-2015.pdf

Von Roenne.A, GIZ. (2011). *Le dialogue des générations Un grand pas vers l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF),* Ingelheim, Allemagne GIZ-BMZ-Le-dialogue-des_generations-un-grand-pas-vers-l-abandon-des-MGF-2011-FR.pdf

Yoder, P. Stanley and Shane Khan. (2008). Numbers of Women Circumcised in Africa: The Production of a Total. DHS Working Papers No. 39. Calverton, Maryland, USA: Macro International https://dhsprogram.com/publications/publication-WP39-Working-Papers.cfm

World Health Organisation. (1999). *Female Genital Mutilation. Programmes to Date: What Works and What Doesn't?* World Health Organisation, Geneva, Switzerland https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/65857/WHO_CHS_WMH_99.5.pdf;sequence=1

World Health Organisation. (2018). *Care of girls & women living with female genital mutilation a clinical handbook*. Genève : WHO https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272429/9789241513913-eng.pdf?ua=1